

CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE



**PRIX  
JULES-FOURNIER  
1990**

Jean-François  
**LISÉE**

Québec 



---

**PRIX**

---

**JULES-FOURNIER**

---

**1990**

---

**Jean-François**  
**LISÉE**



Cet ouvrage a été publié par  
le Service des communications  
du Conseil de la langue française  
sous la direction de Léo Gagné

Collaboratrices:  
Louise Dion  
Hermine Beauregard

Graphiste:  
Composition Orléans inc.

Dépôt légal — 4<sup>e</sup> trimestre 1990  
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 2-550-21434-X



## Prix Jules-Fournier 1990

*Sur proposition du jury,  
le Conseil de la langue française  
a l'honneur de déclarer lauréat du  
prix Jules-Fournier*

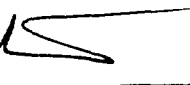

*Monsieur Jean-François Lisée*

*pour le maniement de l'écriture avec une efficacité souveraine  
au service d'une information impeccable;  
pour l'ouverture sur le monde et l'acuité dans l'observation,  
la perspicacité dans le jugement, l'originalité dans l'analyse  
et la finesse dans l'expression.*

*Fait à Québec,  
ce trentième jour de novembre mil neuf cent quatre-vingt-dix*

*Le Président du  
Conseil de la langue française*

*Le Secrétaire du  
Conseil de la langue française*

*Pierre Lapointe*  *Antoine Gauthier* 

# Jean-François Lisée

## Dixième lauréat du prix Jules-Fournier

Le prix Jules-Fournier, institué en 1980 par le Conseil de la langue française, veut encourager la qualité de la langue chez les journalistes. Le prix ainsi nommé évoque la brève carrière du journaliste québécois Jules Fournier (1884-1918), dont Olivar Asselin écrivait qu'«il est probablement, à tout prendre, l'intelligence la plus complète, la plus fine qui ait encore paru parmi nous». Reconnu pour la vigueur, la clarté et la précision de son style, Jules Fournier travailla successivement à *La Presse*, au *Devoir* et à *La Patrie*. Il succéda à Olivar Asselin à la direction du *Nationaliste* et fonda son propre journal, *L'Action*. Nommé traducteur au Sénat en 1917, il écrivit un essai sur *La langue française au Canada*.

Le Conseil de la langue française a décerné cette année, sur recommandation unanime du jury, le prix Jules-Fournier à monsieur Jean-François Lisée, journaliste.

Monsieur Marc Thibault, membre du Conseil, a présidé le jury qui était également composé des journalistes Gilles Gariépy, Lisette Morin, Michel Roy et Renée Rowan.

### LAURÉATS

1981  
Nathalie PETROWSKI

1982  
Réjean TREMBLAY

1983  
André DALCOURT

1984  
Francine MONTPETIT

1985  
Daniel PÉRUSSE

1986  
Guy DESHAIES

1987  
Pierre SORMANY

1988  
Gilles LESAGE

1989  
Jean-V. DUFRESNE

# *Proclamation du prix Jules-Fournier*

*1990*

## *Hommage à Jean-François Lisée*

*Encore cette année, l'ensemble des candidatures au prix Jules-Fournier du Conseil de la langue française était d'un excellent cru. Le choix du jury n'a pas été facile. Preuve, s'il en était besoin, que le goût, le souci, la recherche de la qualité de l'écriture sont prédominants dans l'esprit des authentiques professionnels de l'information.*

*La véritable communication dans la presse écrite passe, de fait, par la qualité de l'écriture: la meilleure information peut être desservie par une écriture médiocre. Je ne connais pas de journalistes, d'ailleurs, qui aient brillé dans la carrière sans avoir su manier l'écriture avec une efficacité souveraine au service, il va de soi, d'une information impeccable.*

*Qui s'entraîne à bien écrire y parvient à coup sûr. Notre lauréat, cependant, semble avoir été amené tout naturellement à l'excellence de l'écriture sans avoir eu à s'y exercer tellement. Le talent lui est venu comme en se jouant.*

*Il évolue dans la carrière journalistique depuis à peine dix ans et n'a pas tardé à s'y imposer comme un jeune loup talentueux promis à un brillant avenir. Esprit d'initiative, curiosité innée, ouverture sur le monde, acuité dans l'observation, sens très poussé de la recherche,*

*perspicacité dans le jugement, originalité dans l'analyse, finesse dans l'expression ont constitué, dès ses premières années de carrière, les principaux atouts de son succès. Le prix Jules-Fournier ne reconnaît donc pas cette année la contribution exemplaire d'une longue et prestigieuse carrière à la qualité de la langue française.*

*Peu de temps, somme toute, aura été nécessaire à notre lauréat pour se distinguer dans la profession, notamment par la qualité exceptionnelle de son écriture: dès sa première affectation, à Paris, comme correspondant du quotidien *Le Soleil*, puis de *La Presse*, au début des années 80, il réussissait à rendre compte, avec justesse, rigueur, clarté, précision, originalité, d'une perception très éclairée et très moderne des réalités sociales, politiques et culturelles de l'Hexagone. Dans la foulée de son affectation à Paris, il poursuivait, avec un même bonheur, sa carrière journalistique à Washington, toujours pour le compte de *La Presse*.*

*Une décennie, en somme, aura suffi à ce journaliste pour parvenir à un sommet de carrière. Déjà! Deux membres du jury, Lisette Morin et Renée Rowan, ont tenu à le souligner:*

*«Quand il s'agit d'apprécier la performance d'un artiste, écrit Lisette Morin, et plus spécifiquement celle d'un musicien, sa précocité apparaît comme un plus (un must, comme on dit à Paris). C'est beaucoup moins fréquent et peut-être moins admis, lorsqu'il s'agit d'un journaliste, encore moins d'un grand reporter. On s'attardera beaucoup plus fréquemment sur ses longs états de service, sa carrière prestigieuse et*

*couronnée de succès. Or, ce qui étonne, chez notre lauréat 1990, c'est une imposante feuille de route – il a beaucoup et longuement voyagé à l'étranger – pour un journaliste qui n'a que 32 ans.»*

*«Il y a de bons journalistes, note pour sa part Renée Rowan, et il y en a de mauvais. Notre lauréat appartient au premier groupe. Il est de la lignée des grands reporters. Au début de la trentaine, il a déjà une expérience impressionnante. Il a exercé son métier de journaliste aussi bien dans la presse écrite (quotidiens, mensuels) que dans la presse parlée (radio, télévision). Le prix Jules-Fournier, dans son cas, n'est pas le couronnement d'une longue carrière.»*

*«Curieux, tout semble l'intéresser, le passionner, aussi bien la politique que l'économie, les remous sociaux que les nouvelles technologies. C'est la correction de la langue, sa clarté, sa précision, l'originalité de son style, la rigueur de sa pensée qui sont autant de qualités réunies chez notre lauréat.»*

*On ne peut prédire où son talent le conduira. Ce que l'on peut dire cependant, c'est que l'on a envie de le suivre et de continuer de le lire parce que, ajoute Renée Rowan, «ce qui séduit, chez lui, c'est sa maîtrise de l'écriture que pourraient lui envier beaucoup de journalistes matures. Les articles soumis aux membres du jury du prix Jules-Fournier sont empreints de modernité.»*

*Lisette Morin, dans le même esprit, a tenu à souligner que «la qualité de ses grands reportages rédigés dans une langue précise, claire et juste, critère important quand il s'agit d'analyser le dossier des concurrents, n'a pas manqué d'impressionner le jury.»*

*Clarté est d'ailleurs le mot qui revient le plus souvent dans la bouche et sous la plume des membres du jury pour qualifier l'écriture du lauréat. Gilles Gariépy, quant à lui, en fait une démonstration éloquente à la manière de l'excellent journaliste qu'il est demeuré. Il ne manque pas de clarté lui-même lorsqu'il en parle :*

*« La qualité dominante des articles de notre lauréat est certainement la clarté. On le lit avec plaisir, on le comprend naturellement, on se laisse conduire, on se laisse séduire. La clarté ! N'est-ce pas, fondamentalement, à quoi doit servir la correction de la langue ? Chez cet excellent enquêteur, la clarté découle certes de l'intelligence du propos, de l'ordonnance fort habile de la matière.*

*« Mais il est aussi servi, indissociablement, par une maîtrise remarquable des ressources de la langue française. L'écriture journalistique a ses exigences, nous ne le savons que trop. Mal comprises, ces exigences ont parfois pour effet de standardiser à l'excès la langue écrite, de lui enlever ses moyens, ses nuances, ses émotions.*

*« Rien de tel dans ses articles. On trouve dans ses textes un équilibre exemplaire entre la simplicité indispensable à l'efficacité de la communication et la non moins nécessaire séduction d'une langue riche, sensuelle et intelligente. Notre lauréat dispense ses lecteurs d'avoir recours à un lexique ou à un dictionnaire. Il ne les prive pas du plaisir de palper les mots et de ressentir le français. »*

*Il est un autre aspect de son talent que les membres du jury du prix Jules-Fournier ont retenu, et c'est sa modernité. Là-dessus, c'est*

*Michel Roy qui s'est exprimé avec insistance, autant dans nos délibérations que dans son témoignage:*

*«A l'heure d'attribuer le prix Jules-Fournier 1990, le jury a naturellement respecté les critères que lui imposait avec raison le Conseil de la langue française: correction de la langue, rigueur de l'exposé, clarté, précision et originalité du style. J'ai retenu aussi d'autres qualités. Elles découlent des premières sans doute, mais elles sont plus particulières et font que des milliers de personnes lisent avec tant de plaisir les articles de notre collègue et son remarquable ouvrage, Dans l'oeil de l'aigle, publié au début de l'année. Je veux parler de son aptitude exceptionnelle à pénétrer l'âme de l'Amérique, à ausculter le coeur de son peuple, à exprimer ses rêves et ses obsessions. Et surtout à le faire dans une écriture journalistique qui bat au rythme de la vie américaine et ne perd jamais le sens du français.*

*«Ainsi, c'est à la fois un souffle de modernité et une bouffée de francité qui traversent les articles de Jean-François Lisée.»*

*C'est le lauréat qu'ont choisi à l'unanimité les membres du prix Jules-Fournier en 1990 et à qui ils adressent leurs plus chaleureuses félicitations.*

*Le jury,*

*Marc Thibault, président  
Lisette Morin, Renée Rowan,  
Gilles Gariépy et  
Michel Roy, membres*

# Jean-François Lisée ou quand «la valeur n'attend pas...»

Né en 1958, à Thetford Mines, Jean-François Lisée affiche déjà, avec à peine dix ans de métier, une expérience respectable du milieu journalistique.

Après avoir obtenu en 1979 une licence en droit, il a effectué des études complémentaires en histoire, particulièrement en histoire du Québec et du syndicalisme. En 1982, le Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, à Paris, lui a accordé un diplôme en journalisme. Il est actuellement inscrit à l'UQAM à une maîtrise en communications.

Non seulement sa formation universitaire a favorisé l'exercice de son métier, mais son expérience, acquise très tôt, l'a toujours orienté vers le journalisme. Ainsi, tout en étudiant le droit, il a travaillé comme rédacteur et lecteur de nouvelles au réseau Télémedia et, par la suite, comme rédacteur, traducteur, reporter et chef de pupitre à l'agence radio de la Presse canadienne, «Nouvelles Télé-Radio».

Après avoir effectué, en 1980, un stage d'un mois au «desk étranger» de l'agence France-Presse à Paris, il est retourné dans la capitale française l'année suivante et y a séjourné jusqu'en 1985. Cette période a été marquée par de nombreuses collaborations avec la presse internationale, française et québécoise, de même qu'avec la radio et la télévision de Radio-Canada. Il a alors rédigé pour les quotidiens *Le Soleil* et *La Presse* de nombreux articles portant sur l'expérience socialiste en France, ses remous sociaux et économiques. Certains de ses reportages et analyses ont d'ailleurs été publiés dans *Le Monde*, *L'Express*, *Libération* et *The International Herald Tribune*. Il a profité de son séjour outre-mer pour mener des enquêtes dans quelques pays européens et africains. Ses recherches l'ont mené notamment en Grèce, où il a analysé les six premiers mois du gouvernement socialiste, et en Tchécoslovaquie où il a pris le pouls de la situation 15 ans après le printemps de Prague. Au Zimbabwe, il a observé le climat politique

tandis qu'en Algérie, il a enquêté sur les travailleurs québécois.

De Paris, Jean-François Lisée s'est rendu dans la capitale américaine. De mars 1985 à août 1989, il a été correspondant à Washington du quotidien montréalais *La Presse* et de l'hebdomadaire français *L'événement du jeudi*. Grâce à ses nombreuses chroniques, les lecteurs québécois ont pu suivre notamment les primaires présidentielles, l'explosion de la navette spatiale, les audiences sur l'Iranguate et les célèbres sommets Reagan-Gorbatchev. Certains de ses articles ont d'ailleurs été publiés aux États-Unis dans le *Washington Post* et le *New York Times*, en Europe dans l'édition française du magazine *Fortune*, le *Journal de Genève* et *City Magazine* et, enfin, au Québec, dans *L'Actualité*.

Depuis son retour à Montréal, en août 1989, Jean-François Lisée a publié un livre reportage historique, *Dans l'œil de l'aigle*, qui vient de paraître également en version anglaise. Ce livre a valu à son auteur non seulement de «se hisser au rang des grands journalistes» (*Le Devoir*), mais d'être en lice parmi les cinq finalistes au prix du Gouverneur général dans la catégorie «Essai et documentaire».

Infatigable, Jean-François Lisée a par la suite conçu et coanimé un documentaire d'une heure à partir de son ouvrage *Dans l'œil de l'aigle*, qui a été diffusé au printemps 1990 sur le réseau TVA. Le documentaire est d'ailleurs en nomination pour l'attribution des Gémeaux dans la catégorie «Recherche». Récemment, à l'automne 1990, M. Lisée a publié chez Boréal un recueil d'articles sur la société américaine intitulé *Carrefours Amérique*.

Jean-François Lisée vient d'être nommé rédacteur en chef adjoint (secteur politique) à *L'Actualité*. C'est désormais cette revue québécoise bien connue qui bénéficiera de la diversité de l'expérience et du talent de Jean-François Lisée.

**Chroniques**

**de**

**Jean-François Lisée**

**Prix Jules-Fournier 1990**

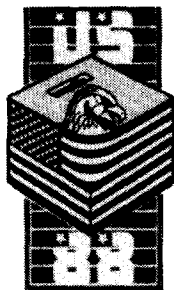
# Les faiseurs de présidents

Ils habillent les candidats et planifient leur campagne. Les politiciens ne peuvent s'en passer. Et la démocratie?



Les candidats démocrates Albert Gore, Michael Dukakis et Jesse Jackson

par *JEAN-FRANÇOIS LISÉE*



que sa race est accusée de tous les torts. Manipulateurs d'opinion, reconstruc-teurs d'image, faiseurs d'esclaves de son-dages, fabricants de publicités « négati-ves ». « Vous pensez qu'Abraham Lincoln écrivait ses discours lui-même au dos de ses enveloppes ? poursuit Garth. Ce qu'on

« Vous pensez que Jules César se présentait au Forum mal rasé ? » demande David Garth, agressif. Doyen des consultants électoraux américains, vétéran de 134 campagnes dont celles de Lyndon John-son, Mario Cuomo et Menahem Begin, il sait

fait est vieux de 2000 ans. Quelqu'un a dit à César: Rase-toi, aie l'air propre, aie l'air intelligent, dégage un peu de bon-té.»

Cette année, les descendants du con-seiller anonyme (imaginaire ?) de l'empe-reur romain ont répété ces conseils à Mi-chael Dukakis, à George Bush et au reste de la bande de malheureux candidats pré-sidentiels. « Tiens-toi droit, regarde la ca-méra, mets un veston bleu à l'antenne, une casquette à la ferme. Et, surtout — SURTOUT — promets de ne jamais aug-menter les impôts ! »

Un client de la spécialiste d'image Do-rothy Sarnoff se léchait systématique-ment les lèvres après chaque réponse. « Je l'ai filmé sur vidéo, je lui ai montré la cas-

sette et je lui ai appris à fermer la bouche quand il a fini de parler. »

« La démocratie est une industrie en pleine croissance », clame très justement le slogan de Aristotle Industries, une des 2000 à 5000 compagnies actives dans l'économie électorale. Des gourous comme Garth, qui manient le sondage, la stratégie et la publicité, on en compte officiellement 600 dans l'Association américaine des consultants électoraux, soit 550 de plus qu'en 1981. Tout ce beau monde se partage un magot annuel d'en-viron 100 millions de dollars.

Les politiciens ont toujours eu des con-seillers et des éminences grises. Jamais cependant on n'a observé une telle plé-thore de professionnels des campagnes

électorales, vendant leurs services à l'heure, à la journée et à la semaine au plus offrant, ou au plus prometteur, gérant souvent 4, 5, 10 campagnes simultanément. Sans compter les contrats étrangers, de plus en plus nombreux. Le Français Valéry Giscard d'Estaing, l'Espagnol Adolfo Suarez, les Israéliens Peres et Begin, l'Ontarien Bill Davis et une flopée de candidats latino-américains ont fait appel aux spécialistes « gringos ».

Ceux qui ont vu le film *The Candidate*, avec Robert Redford, se souviendront de ce politicien audacieux graduellement transformé en marionnette par son conseiller politique. Le soir de son élection au Sénat, vidé de tout esprit d'initiative, Redford n'a qu'une question : « Et maintenant, qu'est-ce que je fais ? » Paul Saletan, consultant du Texas, me confie que ces pantins existent. « Je reçois des appels de candidats me demandant ce que leur position devrait être sur tel ou tel sujet. Ça devient gênant parce qu'ils posent des questions vraiment élémentaires. »

Le bureau de Saletan gère des campagnes de gouverneurs et de sénateurs, mais aussi celles de candidats locaux pour des mairies ou des sièges au parlement de l'État.

« Ces questions vous viennent même de candidats au Congrès ? »

— Même au Congrès.

— Des sénateurs ?

— Non, les sénateurs savent généralement quoi dire. Mais j'ai des candidats à la Chambre des représentants qui sont devenus si dépendants de conseillers qu'ils perdent toute confiance en eux et deviennent complètement des créatures des sondages. »

Esclaves notamment des *benchmark polls*, ces enquêtes qui reflètent les craintes et les désirs bruts d'un électoral, et qui peuvent servir de moules pour des candidats qui n'ont pas d'idéologie, seulement de l'ambition.

Le risque de manipulation est plus grand au bas de l'échelle électorale, là où l'expérience est plus rare, où la critique des adversaires est moins habile, où les médias sont moins féroces. Roger Stone, un des principaux consultants républicains (il a travaillé pour Richard Nixon et Ronald Reagan), raconte qu'en début de carrière il avait convaincu un homme d'affaires local de briguer un poste au niveau du comté. Lors du premier débat électoral, à la question : « Pourquoi êtes-vous candidat ? » son client a répondu : « Parce que Roger Stone me l'a demandé. » Il a gagné.

À la présidence, l'équation change. Les candidats ne se sont pas hissés jusque-là sans avoir une solide réputation, un programme, des idées. Ils veulent des conseils, mais ils se gardent le dernier mot. « Plusieurs m'ont dit : Non, je ne dirai pas ça, je ne ferai pas ça, je n'y crois pas, un point c'est tout », explique un stratège ré-



David Garth. Des tripotouilleurs de message, les conseillers ?



Patrick Caddell. Sa solution : créer son propre candidat.

publicain. « Si je suis vraiment convaincu, renchérit Garth, je vais insister auprès des candidats. Mais la première chose que je leur dis depuis 30 ans que je fais ce métier, c'est de ne jamais suivre mon conseil s'ils pensent que ça n'a pas de sens. Car, un jour ou l'autre, ça va leur poser un problème. S'ils ne sont pas sincères, la caméra va le percevoir. »

Les conseils n'en pleuvent pas moins, sur la mise en scène, la pose, le ton. Bref, la gestion des détails. Jimmy Carter, par exemple, avait accepté en 1976 de réapprendre à parler, pour se départir de son fort accent de Géorgie. Mais il y a une

limite au nombre de conseils qu'on peut absorber. « Je ne suis pas une machine ! » a lancé un Gary Hart excédé en 1984, lors d'une réunion de préparation à un débat où on l'inondait de conseils contradictoires. Debout, bras étendus, Hart a mimé un robot. « Tirez sur un bras, tirez sur l'autre. Comment voulez-vous que je sois calme, chaleureux et plein d'humour tout en étant intense, vigoureux et catégorique ? »

Au-delà des détails, les aspirants présidents qui pensent qu'un ravalement complet de leur personnalité politique est possible prennent un gros risque. C'est ce

## « En tant que citoyen américain, je tremble lorsque j'imagine ce que des gens comme moi peuvent faire. C'est terrible pour le pays. »



Roger Stone. Le risque de manipulation est plus grand au bas de l'échelle.

qu'a fait cette année le représentant du Missouri Richard Gephardt. Démocrate modéré, ami des lobbyistes, membre de l'establishment du parti à Washington, Gephardt voulait être président. Mais les sondages de ses consultants, Robert Schrum et David Doak, décelaient dans l'électorat démocrate de 1988 une fontaine de contestation politique. Contre les groupes d'intérêts, contre le *big business*, contre l'establishment. Schrum et Doak, avec d'indéniables talents pour la rédaction de discours et la conception publicitaire, et avec l'accord du candidat, ont donc transformé Gephardt-le-centriste en Gephardt-le-rebelle.

« La campagne Gephardt fut un superbe exemple de candidature préfabriquée », explique David Keene, un consultant républicain. « La campagne de Schrum et le candidat Gephardt étaient

trop différents. Ça ne pouvait pas marcher. Il ne faut pas sous-estimer les électeurs. » Médias et opposants se sont évertués à dénoncer le déguisement. Au-delà de l'Iowa, il est tombé. Le courant de contestation, bien réel, s'est reporté sur un candidat possédant d'incontestables antécédents rebelles, Jesse Jackson.

J'aborde David Keene entre deux colonnes de marbre au Sénat, près des grandes portes du *Caucus Room*, lieu des audiences du Watergate et de l'Iranganate. Ce jour-là, on y jouait un autre drame politique, celui où Robert Dole, trois fois candidat à la présidence ou à la vice-présidence, disait un adieu sans doute définitif au rêve de toute une vie. Dans quatre ans, à 68 ans, le leader républicain sera probablement trop vieux pour un premier mandat. C'était maintenant ou jamais.

A plusieurs égards, Dole était un meilleur candidat que son rival, le vice-président George Bush. Mais, contrairement à Bush, un maître de la délégation de pouvoir, Dole était incapable de remettre même une parcelle de son sort entre les mains de ses consultants. « Je monte en avion et je dis au pilote: Allez par là un bout de temps », blaguait Dole, conscient de ce travers. « Lorsqu'on voit une foule, on atterrit. »

David Keene était un de ses consultants frustrés. « On ne peut pas plus diriger sa propre campagne qu'on ne peut être son propre avocat », dit Keene, un grand blond un peu rond, qui abrite un visage juvénile derrière de vastes lunettes. « Être candidat, c'est être pris de folie temporaire. Tout le monde vous dit ce que vous voulez entendre, tout le monde vous dit que vous êtes magnifique. Le seul remède, c'est la défaite. Si vous gagnez, votre folie devient permanente! » Selon Keene, le conseiller est donc, entre autres, le porteur de mauvaises nouvelles payé pour garder les pieds bien plantés dans le réel.

Keene, Garth et compagnie se défendent de tripatouiller le « message », le « programme » de leurs clients. « Ils m'ont pris comme modèle pour le film *The Candidate* », dit Garth, mi-flatté, mi-blessé. « C'est un bon film, mais il est aussi réaliste que *Superman!* » Sur son bureau new-yorkais, à deux pas de Central Park, trône une boule de cristal un peu poussiéreuse. C'est un trophée qu'il a mérité en prévoyant avec quasi-exactitude les résultats des élections présidentielle et législatives de 1984. « Nous aidons à mieux faire passer la position du candidat », ex-

plique-t-il. Son client de l'heure, le sénateur Albert Gore, refuse par exemple de réglementer sévèrement l'achat d'armes à feu. C'est une position indispensable pour son État du Tennessee où les chasseurs sont nombreux, mais qui aurait pu lui nuire auprès des électeurs démocrates de gauche qui participent aux primaires. « Plutôt que de dire: Je suis contre le contrôle, je vais lui suggérer de dire: Je suis pour le droit des citoyens à protéger leurs familles et leurs domiciles, dit Garth. C'est le même argument, mais présenté de façon plus efficace. »

Garth est en forme. Petit homme plutôt rond et aux cheveux blancs, il aime le propos brut, l'échange direct. Ses pubs, ses campagnes sont sophistiquées, lui a l'air d'un forgeron. Ses slogans sont « écrits », bien léchés, lui parle comme les débardeurs du port de New York. « *And you can fuckin' print that* », me dit-il dans son plus beau slang.

« Vous emballez la défense des armes à feu de façon à moins choquer l'électorat, lui dis-je. Mais, finalement, vous conseillez à Gore d'esquiver le problème. »

— Vous dites esquiver, je dis présenter de manière plus acceptable. Je vais vous donner l'exemple parfait, celui de Mondale. » La défaite humiliante du candidat démocrate de 1984, aux mains de Reagan, est généralement imputée à sa promesse d'augmenter les impôts pour combler le déficit budgétaire.

« C'était une des choses les plus stupides du monde, dit Garth. Il fallait dire: Monsieur le Président, j'exige et le peuple américain exige de voir comment vous allez payer vos dépenses sans augmenter les taxes. C'est dire exactement la même chose. »

« Pas exactement. »

« Vous dites que non, je dis que oui. Supposons qu'il ait été élu et qu'il se soit aperçu qu'il y avait assez d'argent dans le budget. Il n'aurait pas augmenté les taxes pour le plaisir. »

« Mais c'est ce qu'il croyait. C'était sa position fondamentale. »

« Tout le monde le croyait » répond Garth, « mais ce n'était pas une raison pour commettre un suicide politique. »

Les conseillers politiques préfèrent donc la rentabilité électorale à l'absolue franchise. C'est la faute du public, suggère Garth, instantanément calmé. « Nous avons appris qu'il y a deux choses dont le peuple américain ne veut pas entendre parler: les taxes et la mort. Les gens savent qu'elles vont toutes deux ar-

river, mais ne veulent pas savoir quand.»

Pendant l'interview, son téléphone sonne. «Faites-moi une page très factuelle sur cette merde de désarmement unilatéral», tonne-t-il au bout du fil. Le stratège est en action. Il est sur la piste de menaces contre Jesse Jackson qui a épousé cette thèse il y a quelques années, mais qui se garde de la répéter aujourd'hui. «Je veux quelque chose d'utilisable», dit Garth à son interlocuteur. «C'est pressé.» La primaire de New York est alors au coin de la rue. Garth imagine déjà la bonne pub négative qu'il va sortir de son bureau. Mais à l'impossible nul n'est tenu. Même les talents de Garth ne pouvaient sauver Gore des titans politiques Jesse Jackson et Michael Dukakis.

«Il n'y a rien d'intrinsèquement mauvais à employer des gens doués qui peuvent aider une campagne», dit David Broder, journaliste au *Washington Post*, prix Pulitzer et auteur, qui couvre depuis 30 ans la politique présidentielle. Dans ses chroniques, il sonne régulièrement la charge contre les publicités négatives. «Mais nous avons passé une importante frontière lorsque sondeurs et publicitaires ont compris qu'on pouvait modifier dramatiquement le cours d'une campagne par des pubs qui attaquent très efficacement l'adversaire, au lieu d'exprimer les idées du candidat.»

Les publicités négatives ont été utilisées de tout temps, sous une forme ou une autre, protestent unanimement les consultants. Les campagnes du siècle dernier étaient autrement plus vilaines. La différence, dit Broder, est que les consultants modernes sont plus prompts que les politiciens à sortir la grosse artillerie. «Les candidats sont naturellement imbus d'eux-mêmes et pensent que, rien qu'à les voir, les électeurs se rendent compte de leurs grandes qualités.» Les consultants ne partagent pas ces illusions.

Et si le candidat refuse de passer à l'attaque, dans une course qu'il est en train de perdre ? «Je lui demanderai s'il aime son emploi actuel, s'il s'amusera à y passer le reste de sa vie!» répond un conseiller démocrate, spécialisé en pub, Richard Strother.

Selon Larry Sabato, prof de sciences politiques à l'université de Virginie, la proportion de publicités négatives est passée de moins du quart dans les années 60 à la moitié aujourd'hui. «C'est mauvais pour deux raisons», dit Sabato auteur du livre *La Montée des consultants politiques*. «D'abord parce que ces pubs vident notre débat politique de l'élément de civilité qui est essentiel pour que la société s'unisse derrière le vainqueur au lendemain de l'élection, ensuite parce que ces pubs réduisent le taux de participation au vote. Elles repoussent certains électeurs.»

Comme quoi servir le candidat et servir la démocratie sont des impératifs souvent divergents. «La campagne de Reagan a donné l'exemple; je ne m'impliquerai plus jamais dans une campagne présidentielle où le candidat sera disponible à la presse», expliquait en 1980 un célèbre stratège démocrate jaloux de la façon dont les conseillers de Reagan avaient soustrait leur imprévisible candidat aux questions des journalistes. «En tant que professionnel de campagne, ça rendra ma tâche plus facile. En tant que citoyen américain, je tremble lorsque j'imagine ce que des gens comme moi peuvent faire. C'est terrible pour le pays.» Celui qui prononce ces paroles s'appelle Patrick Caddell. Gardez ce nom en mémoire, on y reviendra.

Mais il serait injuste de résumer le travail des consultants à une simple amplification de l'écran de fumée dont les politiciens aiment s'entourer ou à une pure injection de négativisme dans les campagnes. Leur apport est à la fois plus précis, plus nuancé et plus global.

Un des importants, et nombreux, retournements printaniers de la campagne présidentielle en offre une bonne illustration. Le 26 mars dans le Michigan, le leader noir Jesse Jackson assène au gouverneur du Massachusetts, Michael Dukakis, sa pire défaite des primaires. Pour la première fois, la nation prend au sérieux la candidature de Jackson. «*Jesse!*», titre brièvement mais brillamment à la une *Time Magazine*. La supposée «inévitabilité» de la nomination de Dukakis s'écroule. Une nouvelle défaite le 5 avril au Michigan serait catastrophique. Comment l'éviter ? Le gouverneur réunit ses conseillers...

La directrice de campagne, Susan Estrich, vétéran des équipes de Ted Kennedy et de Walter Mondale, remanie l'emploi du temps du candidat. Les électeurs cruciaux sont les Blancs syndiqués et de gauche. C'est chez eux que Jackson est en train de percer, c'est eux que le gouverneur doit courtiser. «Avant la défaite du Michigan, dit-elle, il semblait déjà couronné vainqueur, il avait pris de la distance par rapport à l'électorat. Dans le Wisconsin, nous sommes revenus à la "vente au détail". Sur chaque photo, on le voyait avec des électeurs.» De préférence, des ouvriers et des étudiants.

L'équipe de conseillers veut modifier l'approche. Une option : attaquer directement le leader noir, mettre en lumière ses positions politiques radicales, son passé trouble. Dukakis refuse. Il faut trouver autre chose.

L'expert en sondage constate que beaucoup d'électeurs pro-Jackson veulent simplement «envoyer un message», mais ne souhaitent pas nécessairement voir le candidat noir à la Maison-Blanche. Il faut donc les dissuader de «gaspiller leur vo-

te». Comment ? En les persuadant que la situation est trop grave pour s'éparpiller, qu'elle appelle au contraire un choix stratégique. C'est «eux» (Reagan-Bush) ou «nous» (Dukakis). Le candidat accepte d'aiguiser son ton général, de dramatiser son discours.

Le conseiller en publicité conçoit une pub très noire, insistant sur «l'héritage humain» désastreux de Ronald Reagan : les sans-abri, les pauvres, une plus grande inégalité.

Le rédacteur réécrit le texte standard — que les candidats répètent à chaque arrêt de la campagne — et pond une prose qui ne fait pas de quartier. Elle accuse entre autres les «magouilleurs... qui veulent faire de *main street America* un centre commercial pour investisseurs étrangers». Mais Dukakis ne sent pas le nouveau texte. Il trébuche, rate les *punchs*. Il s'en plaint : «Je ne suis pas à l'aise, c'est trop extrême.» Il le fait remanier, indiquant ce qu'il veut supprimer, ce qu'il veut reprendre d'un discours utilisé auparavant. En deux jours, Dukakis maîtrise et mémorise le nouveau texte, il déclenche rires et applaudissements. «Après sept ans de charisme à la Maison-Blanche, il est peut-être temps d'y mettre un peu de compétence», dit-il. La phrase a le mérite d'attaquer Reagan et d'égratigner Jackson, deux bons orateurs, et de souligner l'expérience de Dukakis au gouvernement de son État.

L'offensive dure une semaine. Le 6 avril, Dukakis bat Jackson avec une marge de 20 % et obtient une solide majorité dans ses groupes cibles, syndiqués et Blancs de gauche. La campagne Dukakis, temporairement mise en péril, est de retour sur ses rails. Un faux Dukakis ? Non. Mais un Dukakis qui a savamment présenté son meilleur profil.

L'image caricaturale du tout-puissant «faiseur de président» serait folklorique s'il n'y avait pas Patrick Caddell. *Golden boy* de la stratégie politique, virtuose des sondages, Caddell a conseillé George McGovern en 1972, Carter en 1976 et 1980. «Si on voulait connaître la popularité de McGovern auprès des femmes divorcées ayant deux maisons et collectionnant les pierres plates, Pat pouvait nous le dire», raconte un conseiller du candidat, encore éberlué. Pat Caddell avait alors 21 ans.

Dans une carrière d'étoile filante, il est devenu le conseiller le plus admiré, le plus respecté, le plus détesté et le plus caractériel de sa profession. Aujourd'hui, à 38 ans, on le dit «exilé politique» en Californie, où il enseigne. Sa barbe d'intellectuel est prise d'assaut par une bizarre tache blanche, pour l'instant limitée à la droite du menton, mais qui semble avoir des visées expansionnistes.

C'est comme dans le film *La Guerre des étoiles*, dit un de ses innombrables ennemis. «Pat a "La Force". Le problème,

c'est qu'il agit comme Darth Vader, pas comme Luke Skywalker.» Se brouillant avec tous ses partenaires, jouant les divas auprès des candidats, multipliant les fuites pour se faire bien voir des médias (coulant même un important discours présidentiel qu'il avait écrit pour Carter), il s'est retrouvé, après l'élection de 1980, sans client.

Sa solution : créer son propre candidat pour 1984 ! Une grande enquête statistique — un super *benchmark poll* — lui a donné les contours de « Mr. Smith », le candidat démocrate parfait : un sénateur modéré mais audacieux dans la jeune quarantaine, apte à capturer le vote des baby boomers, la génération d'après-guerre, grâce à la « politique de l'insurrection », celle qui rejette la « machine démocrate » et les coalitions traditionnelles. Bref, un genre d'insurgé respectable.

Portrait-robot en main, Caddell s'est mis à la recherche d'un cobaye. Dale Bumpers, sénateur d'Arkansas, a refusé. Chris Dodd, sénateur du Connecticut, a refusé. Et, malgré des heures d'intenses discussions, le premier choix de Caddell, le sénateur du Delaware Joe Biden, a aussi décliné. Finalement repêché par les campagnes désespérées de Hart, puis de Mondale, Caddell a mis « Mr. Smith » en veilleuse.

Biden était prêt pour 1988, et Caddell a refait ses calculs. « Ce sondage est extrêmement positif », a-t-il dit à Biden lors de leur première réunion de stratégie importante, dans un échange presque trop beau pour être vrai, relaté par l'hebdomadaire *US News*. « Depuis l'âge de 21 ans, a enchaîné Caddell, j'ai voulu être président des États-Unis ; aujourd'hui, je sais que c'est possible. » Il a fallu que Biden lui fasse remarquer son lapsus pour que Caddell reprenne : « Depuis l'âge de 21 ans, j'ai voulu élire le président des États-Unis. »

Mais la morale politique est sauve. Biden a lamentablement échoué justement parce qu'on le soupçonnait d'être une coquille vide. Joe Biden est un orateur charmant, éloquent, intarissable, mais qu'on savait alimenté par une éminence grise. Et s'il a plagié sans vergogne le discours d'un politicien anglais et ainsi provoqué sa chute, disent les mauvaises langues, c'est que, ce jour-là, Caddell n'était pas à ses côtés pour lui remettre un nouveau texte.

« Caddell a atteint la limite de la prostitution dans notre profession, accuse David Garth. En plus, c'est de la foutaise. On ne peut pas créer un candidat avec des sondages. » Selon ces *benchmark polls*, dit-il, « Ronald Reagan n'aurait pas pu balayer le pays. Pourtant il l'a fait. »

Étrange profession, tout de même. Étrange que les meilleurs artisans des élus soient à l'extérieur des partis, à la pige, indépendants. « C'est un bien meilleur système, se défend Garth. On est payé pour faire une campagne. Quand la campagne est finie, on part. Le candidat est libre. » Pas de récompenses politiques, pas de dettes personnelles.

Garth est repompé. Tout à l'heure, il refusait de répondre à une question sur l'apport de sa profession au processus démocratique. Mais s'activant à défendre son statut de sans-parti, il balance presque par hasard son meilleur argument. « Le lendemain de l'élection, l'élu n'est pas obligé de prendre mes appels, d'embaucher ma femme, de gaspiller un ministère sur un ami du parti qui a consacré 10 ans à le faire élire, comme dans le système parlementaire.

« Les élections sont 100% plus propres », poursuit-il, accélérant son débit. « On fait des erreurs, mais on sait qui donne l'argent, d'où il vient et où il va. Il y en a qui trichent. S'ils sont pris, ils vont en prison. En France ou en Israël — où Garth a aussi travaillé —, personne ne sait qui a payé quoi et combien. Quand on ne sait pas qui paie, on ne sait pas qui contrôle.

« *And you can fuckin' print that!* » ■

# Washington ou l'anarchie

«Le processus législatif américain est comme l'accouplement des éléphants. Il y a beaucoup de cris, énormément de bruit, et le résultat n'arrive que deux ans plus tard.»

par JEAN-FRANCOIS LISÉE

Ils étaient tous contre. Ses conseillers, ses amis, ses proches. Ils savaient, eux, que la démarche était sans espoir. Mais ce matin d'avril 1987, Ronald Reagan s'est assis dans sa limousine noire pour parcourir en à peine une minute le trajet d'un mille qui sépare la Maison-Blanche de l'autre centre du pouvoir américain, le Congrès. Dans une pièce où l'attendaient 13 sénateurs de son parti, 13 républicains bon teint, 13 alliés, il s'est mis à plaider. «Je vous supplie de me donner votre vote», leur a-t-il dit. Lors d'une rencontre «extrêmement inconfortable». L'avant-veille, le président avait opposé son veto à un projet de loi qui prévoyait des dépenses de 88 milliards de dollars pour construire des routes.

En préférant l'autoroute à l'autorité de leur chef, les 13 sénateurs allaient permettre aux démocrates de renverser le veto présidentiel et de faire adopter la loi.

Il y a 536 décideurs dans la capitale américaine. Un président, 100 sénateurs, 435 représentants. Rien, mais alors rien du tout, ne les oblige à s'entendre. Pas de discipline de parti, ni de majorité parlementaire monolithique, ni d'opposition officielle marchant d'un même pas.

«Les Canadiens sont habitués à un sys-

tème où, lorsque le gouvernement prend une décision, la décision est prise», explique Paul Heinbecker, dont le rôle à l'ambassade canadienne de Washington est de connaître et comprendre le Congrès, de naviguer dans les méandres législatifs. «Ici, quand l'administration prend une décision, c'est une partie de décision, le début d'une décision, rarement toute la décision.»

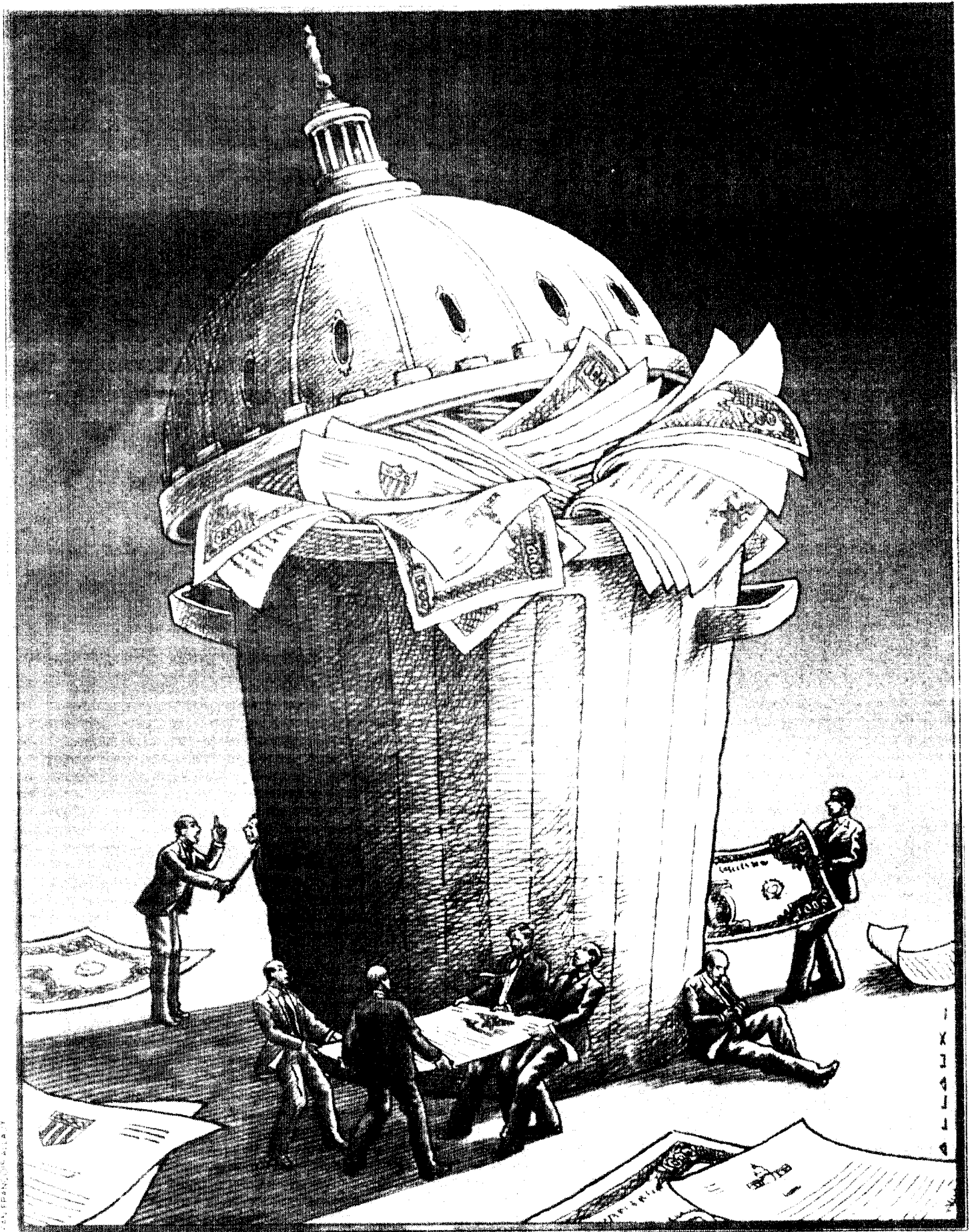
Il y a 200 ans, les machiavéliques «pères fondateurs» de la république américaine ont manigancé tout exprès ce jeu de contradictions, de «tension créatrice», tant ils voulaient éviter l'émergence d'une nouvelle monarchie. Et la pagaille a immédiatement commencé! George Washington a fait l'erreur d'aller présenter en personne un traité aux sénateurs, espérant son adoption immédiate. Pas question! ont-ils répondu. Il faut tranquillement étudier le document en comité. Washington et ses successeurs ont depuis évité de se présenter au Congrès, sauf pour leurs discours annuels sur l'état de l'Union.

Mais depuis 15 ans, la pagaille a atteint de nouvelles proportions. «L'anarchie est en train de s'installer au Sénat, déclare un de ses ex-membres, Thomas Eagleton. Nous, les grands délibérateurs, sommes

en train de délibérer jusqu'au ridicule.» Après 18 ans de service, Eagleton, un démocrate du Missouri, a décidé de prendre sa retraite l'an dernier. En novembre prochain, trois sénateurs, dégoûtés, l'imiteront. «Anarchie»: le mot est bien choisi, pense le sénateur républicain John Danforth, un de ceux qui restent. «L'anarchie signifie chacun pour soi», dit-il, ce qui est exactement le mode de fonctionnement du Congrès.

Chacun a sa cause favorite, chacun veut «sa» loi à «son» nom, ce qui explique pourquoi 6504 bills, pour la plupart mort-nés, ont été déposés l'an dernier (197 ont été adoptés). Plus de 20 000 aides parlementaires, trois fois plus qu'en 1970, fournissent d'inépuisables munitions. Ils offrent des compétences indispensables pour percer les secrets d'une présidence qui a menti au Congrès sur le Vietnam, sur Watergate, sur l'aide au Nicaragua, pour déjouer un Pentagone qui trafique les résultats des tests de ses armes favorites ou pour refaire les calculs truqués de la Maison-Blanche sur les prévisions économiques.

Mais leur pouvoir échappe souvent au contrôle des élus. «Pourquoi bloquez-vous mon projet?» a demandé le sénateur William Cohen à un collègue. «Mais, je ne



CAL FRANKFORT

1  
X  
2  
4  
1  
4

## « Jamais je n'ai travaillé avec des gens aussi exceptionnels, et dans une institution aussi déficiente. »

suis pas au courant!» lui a-t-il répondu. «Demandez à vos aides, et rappelez-moi», a rétorqué Cohen, pas surpris pour deux sous.

«Avec ma proposition, chaque jour de bonne conduite va compter pour deux jours de la peine du prisonnier», expliquait le sénateur Joe Biden au comité judiciaire. «Excusez-moi, on me corrige», a-t-il avoué, toujours souriant, après qu'un adjoint lui eût chuchoté quelques mots à l'oreille. «A l'évidence, je ne sais pas ce que je dis. Dans sa sagesse, mon personnel a réécrit la proposition, alors je suppose que j'ai changé d'avis.» Mark Bisnow, *staffer* pendant 13 ans, pense que le Congrès devrait carrément «virer la moitié du personnel» pour que les élus reprennent le dessus.

Puis il y a les 298 comités et sous-comités parlementaires, où chaque chef tire la couverture médiatique de son côté, et traque les sujets à la mode. Une dizaine de comités ont tenu des audiences sur le krach boursier, une douzaine se sont jetés sur l'accident nucléaire de Three Mile Island, dispersant les efforts, épuisant les témoins et écrivant des rapports qui ne seront jamais lus. «Quand je ne me souviens pas du nom d'un collègue», raconte le démocrate Morris Udall, «je dis: Bonjour, Monsieur le Président (du comité). J'ai 50 % de chance de tomber pile.»

«Leur premier but», dit un de ses pairs, le sénateur républicain d'Utah, Jack Garn, «est de bien paraître, de passer à la télé et d'être cité dans les médias.» Garn essaie en vain depuis 1981 de réformer le système bancaire, mais se heurte aux intérêts contradictoires représentés par ses collègues et les lobbyistes.

«C'est la montée de l'individualisme», m'explique Randolph Knepper, président de l'association des *adjoints administratifs*, les chefs de personnel des parlementaires. C'est la faute du Vietnam, de Watergate et de la télévision, dit-il. Les deux premiers, parce qu'ils ont sapé la confiance dans le vieil establishment, qu'il soit à la Maison-Blanche ou au Congrès. En 1974, les nouveaux élus réformistes ont fait voler en éclats les structures hiérarchiques, disséminé le pouvoir. Quant à la télévision, elle a presque mis les partis au chômage, permettant aux parlementaires de s'adresser directement à l'électeur, de court-circuiter les machines partisans, de construire leur propre popularité, de garnir leurs propres caisses électoraux.

«Avant 1984, vous pouviez résoudre



Le sénateur Joe Biden. Le pouvoir échappe souvent au contrôle des élus.

n'importe quel problème en parlant seulement au leadership du Congrès», dit Paul Heinbecker, attablé dans un minuscule restaurant du quartier des lobbies. «Dans ses mémoires, un ancien ambassadeur canadien raconte qu'en sept ans il est allé au Congrès une seule fois.» On proposait de détourner les eaux des Grands Lacs pour irriguer les plaines américaines. Ottawa était en émoi. «Il a parlé à Lyndon Johnson, alors leader du Sénat. Johnson lui a dit: "Ne vous inquiétez pas, je m'en occupe". Et il s'en est occupé. Aujourd'hui, il faudrait parler à 20, 30 personnes pour accomplir la même chose.»

L'âge d'or? Pas sûr. William Proxmire, sénateur du Wisconsin, se souvient du jour de 1957 où il a pour la première fois mis le pied au Sénat. Pendant qu'un groupe d'orateurs faisait de l'obstruction systématique, il s'est aventuré dans la coulisse. «Tous mes héros étaient ivres morts, titubaient.» Quant au jeune sénateur John Kennedy, il devait réprimer son esprit d'initiative et se plier sans trop sourcilier aux ordres de ses aînés.

Le Congrès de 1988 a bien des torts, et quelques alcooliques, mais on est surtout frappé par la qualité intellectuelle de la plupart de ses membres, de l'énergie qui s'y déploie... et qui s'y gaspille. «Jamais je n'ai travaillé avec des gens aussi excep-

tionnels et dans une institution est aussi déficiente», affirme un des sénateurs partants, l'ex-maire et gouverneur Daniel Evans, de l'État de Washington. Les législateurs passent plus d'heures que jamais au Congrès, ils votent deux à trois fois par jour, ils s'épuisent en séances d'obstruction toujours plus nombreuses, ils font la navette entre les réunions simultanées de trois comités dont ils sont membres. Pourtant, le nombre de lois votées décroît chaque année. Jamais, depuis 1977, le Congrès n'a réussi à voter à temps le budget de l'État, sa principale responsabilité!

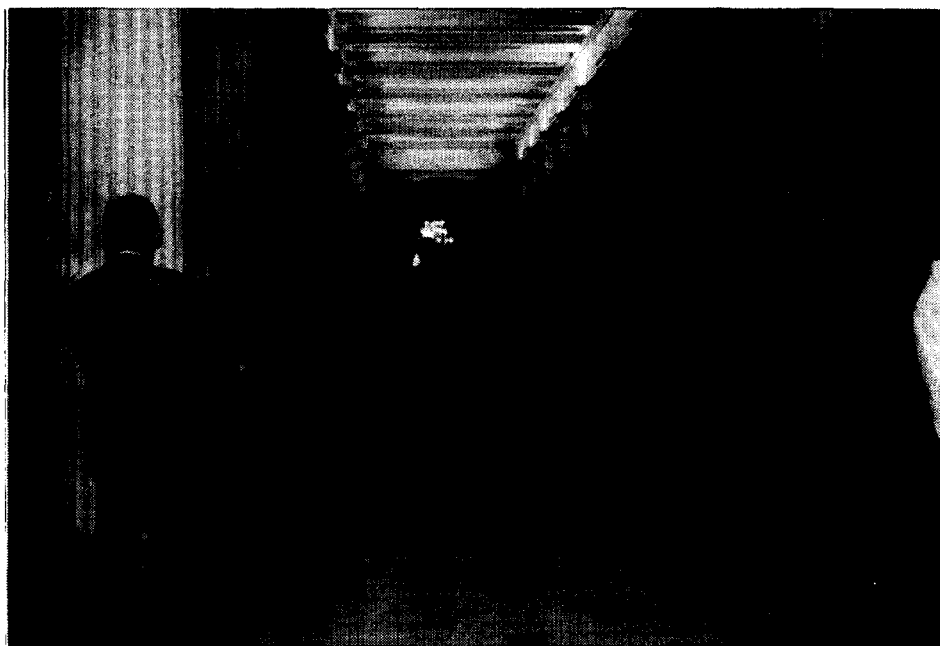
Libérés de la discipline des partis, les membres du Congrès sont à la merci de leurs propres électeurs. «C'est la faute du ministre» ou «c'est la faute du gouvernement» n'est pas dans leur vocabulaire. Il leur faut voter chaque fois, pour leurs intérêts locaux. Depuis des lustres, le Pentagone affirme que 300 bases militaires sont trop vieilles. Un pur gaspillage. On économiserait cinq milliards de dollars en fermant deux douzaines par an. Mais aucun élu ne veut voter pour la fermeture de bases — véritables subventions permanentes — situées dans sa cour.

L'administration et les grands fabricants d'armes savent aussi jouer ce petit jeu. Rockwell International a pris soin d'étaler sur presque 50 États la construction de son bombardier controversé, le B-1, pour créer ou maintenir des emplois dans la circonscription de chaque sénateur. A l'inverse, le Pentagone menaçait de fermer les bases situées chez des législateurs inamicaux, tels Gary Hart ou Patricia Schroeder, histoire de mécontenter leur électoral...

Privés de capitaine, les *congressmen* voguent d'une coalition à l'autre, au gré de leurs positions de gauche sur l'avortement, de droite sur la défense, de centre sur l'aide sociale. Il y a deux dénominations communs: la philosophie et l'argent. «On ne s'unit plus autour du parti mais autour du dollar», explique Randolph Knepper, le chef de cabinet d'un représentant de Floride. «Il est plus important d'amasser de l'argent que d'être appuyé par le parti.» Knepper porte une cravate bourgogne au motif répété une douzaine de fois de la carte de Floride. A son revers, il a épinglé un petit drapeau américain. «Les membres s'aident pour la collecte de fonds, s'échangent des contrats.» Les anti-avortement d'un côté, les pro-Contras de l'autre. Pour être élu au Sénat, il faut dépenser trois millions de dollars en moyenne. C'est dire qu'il faut amasser 10 000 dollars par semaine, chaque semaine, pendant les six ans de mandat!

Près de la moitié de la somme provient des fameux PACs, les *political action committees*, formés par les compagnies, syndicats, églises, alcooliques-anonymes

## «Parfois je rêve d'avoir un parlement comme celui du Canada, au lieu de notre bande de chamailleurs.»



Des lobbyistes au Capitole. Chacun a sa cause, chacun veut sa loi.

gent». Plus de 50 sénateurs étaient prêts en février dernier à plafonner les dépenses électorales, donc à freiner l'incessante collecte. Mais il y a eu assez de républicains — les plus riches — pour lancer un *filibuster* (une obstruction systématique) qui dure toujours.

Et chacun, au Sénat, a un droit de veto. Le sénateur ultra-conservateur Jesse Helms, par exemple, mène une guerre d'usure contre le secrétaire d'État George Shultz, qu'il juge trop à gauche. De son poste au comité de l'Agriculture, Helms a bloqué la nomination de 29 ambassadeurs, parce qu'il voulait imposer six de ses protégés au corps diplomatique. Tant que Robert Byrd, sénateur de Virginie occidentale, voudra protéger les emplois des travailleurs du charbon de son État, il n'y aura pas de loi sur les pluies acides. En tant que leader du Sénat, il a systématiquement écarté les projets de loi anti-acides de l'ordre du jour. En tant que sénateur, il a le pouvoir de lancer un de ces *filibusters* qui ne peuvent être clos qu'avec 60 % des votes.

La technique a parfois du bon. Comme l'acteur James Stewart, dénonçant de son arrière-banc la corruption dans *Mr. Smith Goes to Washington*, Howard Metzenbaum, un millionnaire démocrate d'Ohio de 70 ans, épuise ses collègues en fin de session et bloque une à une les dépenses qu'il tient pour du gaspillage. Dans la seule session de 1982, il a fait échec à 26 projets — «des dons à des groupes de pression», dit-il — et a économisé 10 milliards de dollars à l'État.

La liberté d'action et d'initiative des membres du Congrès a d'autres avantages. Alors que l'administration et le leadership des partis étaient incapables de trouver un remède au problème du déficit du gouvernement, les sénateurs républicains juniors du Texas, Phil Gramm, et du New Hampshire, Warren Rudman, ont imaginé la loi des coupures automatiques qui met depuis deux ans un carcan, si imparfait soit-il, aux dépenses, et assure la réduction du déficit. Sans le jeune sénateur démocrate du Massachusetts, John Kerry, on ne saurait peut-être rien des trafics de drogue du dictateur panaméen Manuel Noriega. Sans la ténacité du républicain d'Indiana, Richard Lugar, dénonçant la fraude électorale aux Philippines, Ronald Reagan aurait continué à appuyer le dictateur Ferdinand Marcos. Et sans Jack Kemp, un républicain, et Bill Bradley, un démocrate, la réforme fiscale de 1986 n'aurait pas vu le jour.

Mais ces percées de créativité, ces instants de lucidité se perdent dans le bruit de fond des incessantes querelles. Et dans le combat de relations publiques entre le président et le Congrès, le premier est généralement vainqueur. La critique du Congrès, appelée *Congress-bashing*, est un sport national.

«Parfois je rêve d'avoir un Parlement

et tutti quanti pour promouvoir leurs intérêts. Qu'est-ce qu'ils achètent ? «L'accès aux élus», répond Dave Dickerson, attaché de presse de Bill Nelson, le parlementaire qui est allé en orbite dans l'avant-dernière navette spatiale.

Certains parlementaires sont devenus si habiles au jeu de l'accès qu'ils ne retournent que les appels de ceux qui ont versé de l'argent. «Peut-être que 10 % des PACs essaient d'acheter les votes», a confié un directeur de PAC dans un rapport publié cette année. «Mais la plupart d'entre nous voulons simplement être entendus. On ne veut pas se faire claquer la porte au nez. On ne veut pas que le marché soit conclu avant même qu'on arrive.»

Quelques parlementaires, parce qu'ils sont présidents de puissants comités comme ceux des Finances ou des Forces armées, sont plus courtisés que d'autres. Ils n'ont qu'à se baisser pour ramasser des millions de dollars, bien plus qu'il n'en faut pour leur propre campagne électorale. De quémandeurs, ils se transforment en mécènes et contribuent à leur tour aux caisses de leurs collègues. D'où la tenue de «campagnes électorales» au sein même de l'appareil parlementaire. Ainsi, le leader du Sénat, Robert Byrd, quittera son poste à l'automne. Trois candidats veulent sa place. Le sénateur d'Hawaï, Daniel Inouye, va distribuer un

demi-million à ses collègues pour se faire élire.

«C'est un poste d'une importance cruciale, m'explique Randolph Knepper.

— Mais qu'est-ce qu'il achète ? Certainement pas de l'accès, ils sont tous sénateurs.

— Il achète du pouvoir.

— Il achète des votes ?

— Ça fait partie du processus : vous m'aidez à avoir ce poste, je vous aide à mon tour.»

«Malheureusement», m'explique le conseiller d'un sénateur en vue, «la capacité à amasser de l'argent est effectivement perçue comme une preuve de compétence.»

Mais les sénateurs comme les représentants se plaignent de voir leur horaire grignoté par d'incessants coups de fil à des donateurs, de passer leur journée en repas-bénéfice. (Le Sénat fait relâche tous les jours de 18 h à 20 h pour les cocktails-bénéfice.) Thomas Eagleton avait quitté le Sénat après trois mandats en affirmant qu'il avait «mieux à faire avec (sa) vie» que de chercher huit millions de dollars pour sa réélection. En mai, un ex-gouverneur de Floride, presque certain de son élection au Sénat en novembre, s'est retiré de la course en déclarant qu'il y a «quelque chose de sérieusement tordu» dans un système qui l'oblige à «passer 75 % de (son) temps à trouver de l'ar-

comme le vôtre, au lieu de notre bande de chamailleurs», me confiait l'an dernier Ross Reider, un syndicaliste de Seattle où se trouve une rare concentration d'admirateurs du Canada. Mais un Ronald Reagan élu sous le système canadien aurait eu le pouvoir d'interdire l'avortement, de réduire encore les budgets sociaux.

Et un Parlement à la sauce britannique n'aurait pas imposé à Richard Nixon les lois de protection de l'environnement, et du consommateur. Tout à coup, Reider n'était plus certain de vouloir faire l'échange!

L'animosité anti-Congrès est normale, pense James Sundquist, spécialiste du Congrès au Brookings Institute. L'administration a le loisir de mener ses débats à huis clos. Après des mois d'empoignades entre ministres, le président annonce une nouvelle politique «avec autorité et en démontrant son esprit de décision». Le Congrès, au contraire, «patauge en public», écrit Sundquist. «Chaque conflit, délai, impasse, compromis de dernière minute se fait à ciel ouvert.»

Le désordre législatif, si créatif qu'il puisse être à ses heures, est cependant problématique en politique étrangère. «Le pouvoir américain est fragmenté à un point tel», se plaint l'ambassadeur canadien Allan Gotlieb, «que les pays étrangers et la communauté internationale ont de plus en plus de mal à faire

entendre leurs voix aux moments critiques.»

Les négociations sur le libre-échange avec le Canada, par exemple, ont failli ne pas avoir lieu parce qu'un sénateur réclamait des sanctions contre ce qu'il considérait comme «l'esclavage» des travailleurs immigrés en Union soviétique. Quel rapport? Aucun, justement. C'est la technique de la prise d'otage. Il s'agit d'attacher son thème favori à un projet cher à l'administration.

Le Congrès est-il ingouvernable, au bord du chaos, de l'impasse? «Non», répond le politologue Nelson Posby, pour qui le Congrès représente assez fidèlement la volonté du pays, même — et peut-être surtout — lorsque le pays est indécis.

«Le fait est que le Congrès est le plus puissant des Parlements au monde, ajoute-t-il.

— Puissant mais inefficace...

— Si vous pensez qu'il n'est pas efficace, c'est parce que la démocratie n'est pas efficace.

— Mais il y a moins de lois chaque année.

— Le Congrès n'est pas une usine de salami, où plus on fait de salami, meilleure est l'usine.

«Le processus législatif américain ressemble à l'accouplement des éléphants», explique l'aide parlementaire Knepper,

mettant les paumes de ses mains l'une sur l'autre dans un geste qui n'arrive pas à évoquer complètement la scène. «Il y a beaucoup de cris, énormément de bruit et le résultat n'arrive que deux ans plus tard.»

Il y a cent métaphores pour illustrer le fonctionnement du Congrès. On en trouve une des plus imagées dans le livre *The Power Game*, publié ce printemps. Le journaliste vétérinaire du *New York Times* Hedrick Smith, prix Pulitzer, y décrit combien le pouvoir est fluide, éclaté, dans la ville la plus puissante du monde. Washington n'a pas d'équipe de baseball, note-t-il. Les désastreux Senators ont déménagé au Minnesota en 1972. Mais la ville est folle de football et l'équipe locale, les Redskins, est une des meilleures du pays.

Ce n'est pas un hasard, pense Smith. Le base-ball, écrit-il, est un jeu d'adresse plus ordonné que le football, où «les mêlées confuses des jeux de lignes et les plaquages évoquent les échauffourées, la confusion et les empoignades partisans du Congrès ou les collisions entre Maison-Blanche et colline parlementaire. Au football, comme en politique, le jeu de passes est déroutant, il y a de l'action partout sur le terrain.» Pas étonnant qu'il y ait des blessés. ■



George Bush

# La stratégie de la démagogie

**JEAN-FRANÇOIS LISÉE**

*collaboration spéciale*  
NEW YORK



**L**e gouverneur de New York nous dit qu'il a fait un rêve. «Le diable m'est apparu et m'a dit: Mario, tu peux devenir président, mais il te faudra renoncer à ton âme.»

Cuomo, toujours en verve même en pleine nuit, lui a répondu: «D'accord, mais où est le piège?» Perdre son âme, suggère-t-il à la blague, est une condition standard d'accès à la présidence.

George Bush a longtemps refusé de laisser son âme au vestiaire de l'ambition politique. Lorsque Richard Nixon battait la campagne américaine en 1968 avec un message associant son rival démocrate George McGovern à l'ennemi vietnamien, le candidat sénatorial texan Bush était pris de malaise. Assez pour demander à Nixon de biffer le Texas de son itinéraire.

«J'ai peur pour George, il n'apprendra peut-être jamais» soupirait à l'époque un conseiller de Nixon, selon le récit qu'en faisait cette semaine William Safire, autre vétéran de l'équipe nixonienne.

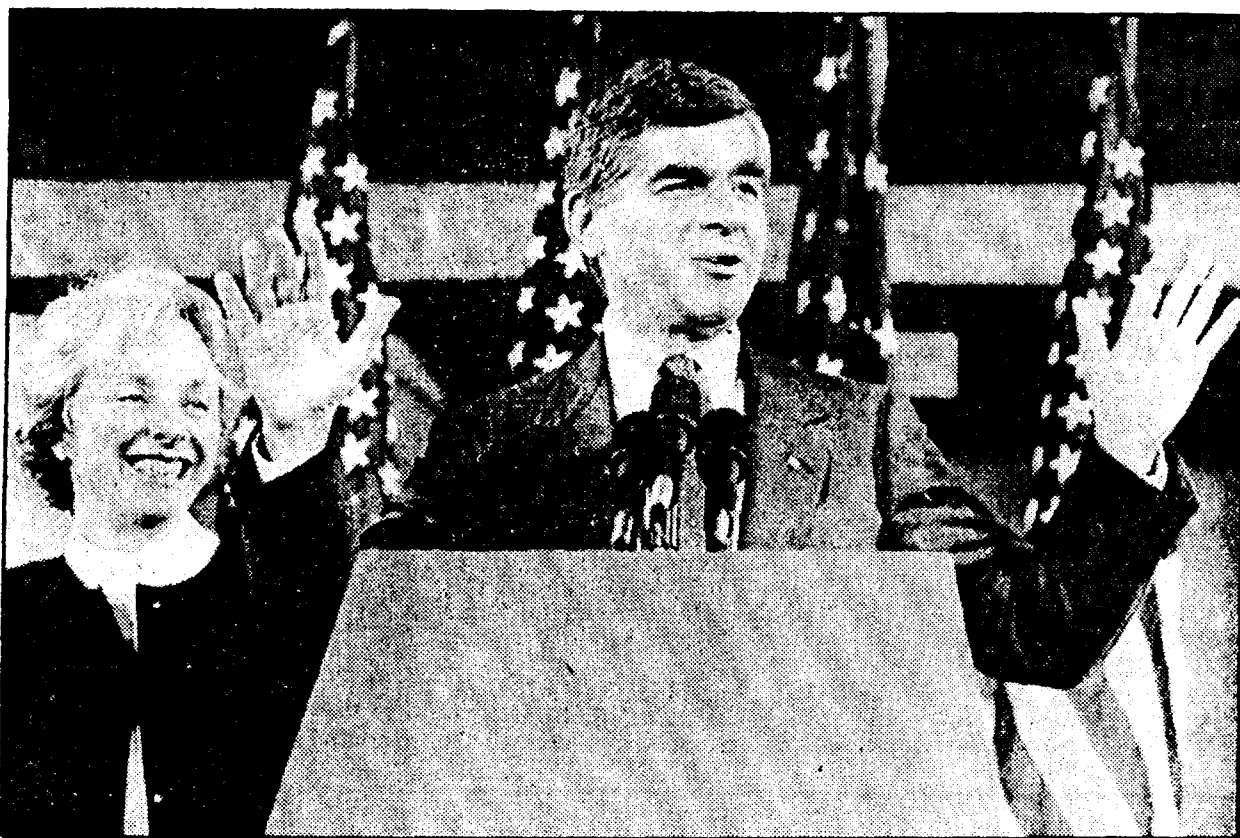
Il avait tort. Depuis, Bush a tout appris. Absolument tout. L'enfant de l'aristocratie de Nouvelle-Angleterre, baigné dans le fair-play et les bonnes manières, a fait un dépôt global au vestiaire présidentiel: âme, sens de la mesure, respect de l'adversaire, du processus et de l'électorat. Il n'est pas certain qu'il ait même gardé le reçu.

## La fin et les moyens

La bonne nouvelle, pour ceux qui voient l'échiquier planétaire comme le lieu de rivalités sans pitié, c'est que Bush est fin prêt pour l'intrigue internationale, double jeu, rançons, renversement d'alliances et compagnie. La mauvaise nouvelle, pour ceux qui voient dans le choix présidentiel la sélection d'une philosophie, d'une manière d'être nationale autant que d'un homme, c'est que les moyens, toujours, façonnent la fin.

Les moyens de George Bush, en cette année présidentielle, sont ceux de la duperie, de la contre-çon argumentaire. Ce qu'il est convenu d'appeler la démagogie. L'exemple sans doute le plus évident est son insistante exploitation de l'affaire d'un condamné pour meurtre du Massachusetts, Willie Horton. Évadé alors qu'il bénéficiait d'une libération de fin de semaine, aux termes d'un programme de l'État existant avant même l'élection de Michael Dukakis, Horton a volé, brutalisé un couple. Depuis, Dukakis a révoqué les permissions pour les condamnés qui, comme Horton, n'ont pas droit à une libération conditionnelle en fin de sentence. Mais dans la filière «loi et ordre», l'administration Dukakis a surtout doublé le nombre de policiers, obtenu le taux de criminalité le plus bas des États industriels et enregistré une baisse du trafic de drogue. Bush, dans l'antichambre de la Maison-Blanche pendant 8 ans, ne peut en dire autant.

La publicité télévisée dont la campagne Bush sature les ondes montre une longue file de détenus à la mine patibule.



**Michael Dukakis**

laire traversant une porte tournante installée dans une clôture de prison. Message: Dukakis laisse les criminels en liberté. L'image, en noir et blanc, donne le frisson. La pub de Bush dépasse de loin l'art politique de la simplification («Dukakis est opposé à la peine de mort, donc il se soucie plus des coupables que des victimes», par exemple) pour entrer sur le terrain de la duperie. La même technique a fait des merveilles dans les dossiers de l'environnement et dans la caricaturale affaire de la déclaration d'allégeance au drapeau. Bush, qui accuse bruyamment Dukakis de s'opposer au serment d'allégeance dans les écoles, avoue en sourdine n'avoir aucunement l'intention de l'imposer une fois élu.

«Lisez sur mes lèvres: pas de nouvelles taxes», répète Bush à chaque arrêt de campagne. Qui se souvient que Ronald Reagan admettait, dans un débat contre Walter Mondale en 1984, qu'aucun président ne pouvait absolument promettre de ne pas augmenter les impôts? Bush n'a pas ces scrupules. Déjà en 1984, après un débat entre Bush et la démocrate Geraldine Ferraro, un conseiller du vice-président confiait cyniquement: on peut bien mentir devant des dizaines de millions de téléspectateurs pendant un débat, puisque seulement quelques dizaines de milliers liront la correction le lendemain dans le journal.

Le summum de la manipulation fut cependant atteint lors du débat de l'autre

jeudi, lorsque George Bush a volé à son rival l'ultime argument, celui de l'intégrité et de la civilité dans la campagne. Bush a entonné avec une sincérité étudiée un couplet pro-Dukakis, chantant les louanges de la famille du fils d'immigrant grec, ce qui lui a permis de porter l'habit du beau joueur, grand seigneur, gentleman-politicien. Il a bouclé la boucle, se servant de sa vieille personnalité fair-play comme d'un masque recouvrant son nouveau personnage de bagarreur retors.

#### **Le credo republicain**

«Si ça sonne bien, dites-le; si ça se vend bien, emballez-le; si ça se présente bien, nominez-le» disait cette semaine le colistier de Dukakis, Lloyd Bentsen, résumant ce qu'il croit être le credo de l'équipe Bush. Un credo qui marche, pour avoir déséquilibré un ticket démocrate obligé de se défendre sur des terrains — la drogue, la criminalité, l'environnement — où la réalité leur donnerait pourtant raison. Nous avons été «un peu trop éberlués» par ces attaques «pour y répondre correctement», avoue Bentsen qui dit n'avoir «jamais imaginé que George Bush et les républicains seraient prêts à souiller» le processus démocratique.

Les démocrates sont-ils sans tache? Non, certainement. Mais dans la ligue

nationale de démagogie, ils se font renvoyer aux équipes mineures. Ils ne se qualifieraient même pas pour le camp d'entraînement.

D'entrée de jeu, ils ont voulu utiliser la plus vieille carte politique disponible: accuser Bush de vouloir couper les pensions de vieillesse. Dans un geste appuyé par des législateurs républicains et démocrates, Bush avait accepté de reporter l'entrée en vigueur de l'indexation des pensionnés. Le projet visait à contenir le déficit budgétaire, à l'heure où les pensionnés étaient les seuls Américains à avoir été constamment indexés depuis 1980. Politiquement, accepter de tripler les pensions, «c'est se porter volontaire à une lobotomie frontale», affirme le républicain Jack Kemp. Mais chacun, y compris Dukakis, sait que la réforme des pensions est essentielle à un nécessaire assainissement des finances publiques.

Depuis une quinzaine, Dukakis tente même de retourner l'arme Horton contre Bush, en l'accusant d'avoir approuvé en 1968 l'implantation au Texas d'une maison de transition pour détenus en fin de sentence. En 1982, un des détenus s'en est échappé, puis a violé et tué l'épouse d'un prêtre. Bush serait ainsi responsable d'une bavure commise 14 ans après son intervention dans le dossier? L'argument est on ne peut plus faiblard. À ce jeu-là, les démocrates ne font pas le poids.

# Dans l'antichambre du futur

Un chercheur en supraconductivité. Bell Laboratories attire les meilleurs cerveaux du monde.

par **JEAN-FRANÇOIS LISÉE**

**N**os comptes de téléphone vont baisser. C'est sûr. Les ingénieurs du laboratoire le plus prestigieux du monde me l'ont dit. Ils ne m'ont pas dit quand. Mais ils m'ont dit comment. Je n'ai pas tout compris.

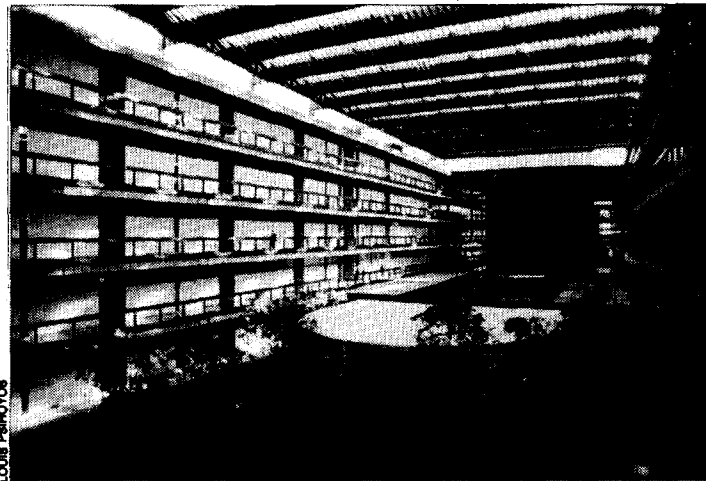
A une heure au sud de New York, à Murray Hill, au New Jersey, des milliers

de scientifiques préparent le futur. Ils ont l'habitude. Depuis 1925, Bell Laboratories dépose en moyenne un brevet par jour ouvrable. Ils ont découvert les émissions d'ondes radio des galaxies et repéré le bruit du Big Bang. Ils ont prouvé en laboratoire la théorie des quanta. Ils ont changé nos vies en inventant le transistor (1947), la transmission télé en direct

(1927), les stéréos haute-fidélité (1920) et le téléphone Touch-Tone (1964). Ils ont mis au point le premier laser (1958), la première pile solaire (1958) et la mémoire d'ordinateur Ram (1977) sur laquelle ce texte fut écrit.

Filiale d'American Telephone and Telegraph, Bell Laboratories concentre ses efforts sur les télécommunications et la

# Bell Laboratories a inventé le transistor et le laser. Elle prépare la lévitation et... la chute des coûts du téléphone.



Le siège social au New Jersey. Plus de 4000 scientifiques.

majorité de ses 20 000 employés — dont 2769 docteurs, autant que pour une dizaine d'universités! — travaillent sur les multiples aspects de la téléphonie. Mais chaque année, 10 % du budget de plus de deux milliards de dollars est consacré à la « recherche fondamentale ». Et de tous les coins du pays et du monde, les meilleurs cerveaux viennent confronter ici expériences et théories.

« Nous avons des biologistes qui travaillent sur la structure des neurones chez les escargots », m'explique Warren Falconer, qui supervise la recherche sur la transmission des données. « Le système nerveux est le réseau de communications le plus complexe et le plus efficace qui soit. Si seulement on pouvait le comprendre et en appliquer les leçons... »

La recherche fondamentale a ce charme qu'on ne sait jamais trop ce qu'on y trouvera, ni quand. Jusqu'en 1985, par exemple, lorsque AT&T voulait trouver le meilleur parcours possible pour un nouveau système de câblage en fibre optique pour le bassin du Pacifique, il fallait à l'ordinateur 12 heures pour digérer les données et éliminer les options. Dans ces conditions, pas question de lui demander d'avaler les 850 000 variables du réseau téléphonique nord-américain. « Aucun ordinateur n'aurait pu fonctionner aussi longtemps sur un même problème dans une marge d'erreur raisonnable », dit Fal-

coner. Mais un jeune mathématicien indien de Bell, Narendra Karmarkar, a calculé le moyen de conduire l'ordinateur dans une série de « raccourcis » qui lui permettent de trouver la solution jusqu'à 60 fois plus vite. « Personne n'a dit à Karmarkar sur quel problème travailler », explique Falconer, pour qui la recherche fondamentale est donc un *must*.

Bon, d'accord, mais, pour les comptes de téléphone ? C'est d'abord une question de silence. Votre belle-sœur la plus volubile fait d'innombrables pauses entre chaque phrase, chaque mot, et a une microseconde d'hésitation ici et là. En tout, nous sommes silencieux pendant 40 % de nos dialogues. Or lorsqu'on appelle tante Bertha à l'autre bout du pays, notre signal occupe en permanence sa ligne sur tout le parcours. Et le compteur tourne, qu'on dise quelque chose ou pas. Les ingénieurs de Bell ont donc pensé nous confisquer ce silence, pour l'offrir à d'autres consommateurs.

Dans le système actuel, nos mots sont déjà transformés en pulsions électriques pour voyager sur les câbles. Il s'agit maintenant de diviser nos conversations en tout petits morceaux, ou *packets*, et de les transmettre seulement lorsque nous disons quelque chose. Même plus besoin de suivre toujours le même parcours : pour dire « Bonjour grand-mère » de New York à Los Angeles, « bon » pourra passer par Chicago, « jour » par Atlanta, « grand » par satellite ! L'ordinateur à

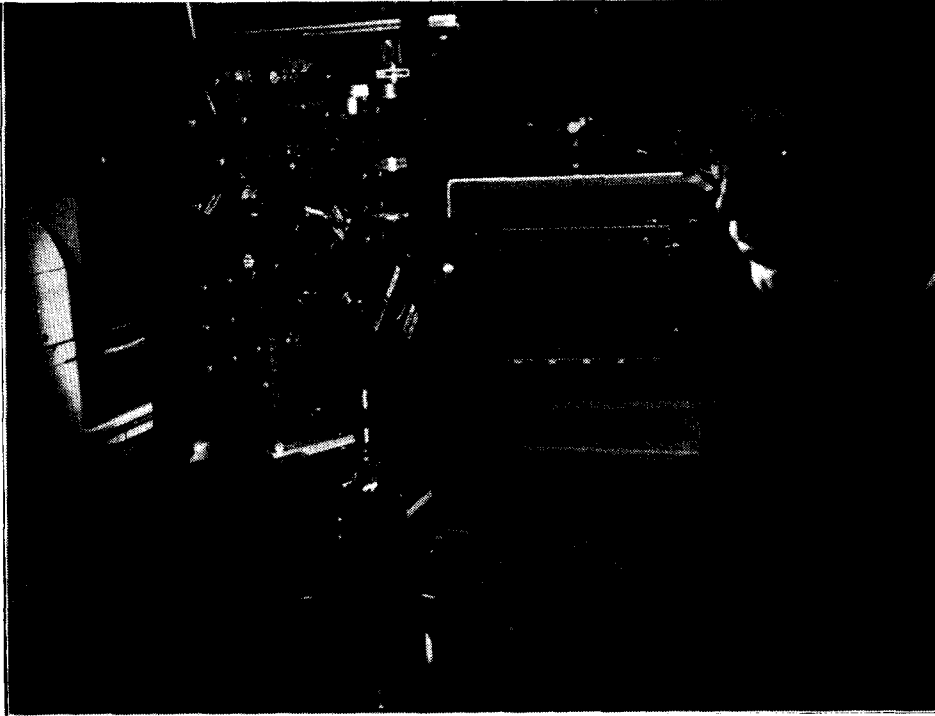
l'arrivée remettra tout en place et offrira même le « bruit du silence » téléphonique pour boucher nos trous. Si on peut se fier à la démonstration qu'offre le laboratoire, on n'entend pas la différence.

« On ne vous facturera que pour le temps utilisé à transmettre vos sons », dit Bill Hawkins, qui explique la *wideband packet technology* aux visiteurs à grands coups de diagrammes, « et on peut utiliser l'espace ainsi économisé pour quelque chose d'autre ». D'autres conversations, bien sûr, mais surtout des données d'un ordinateur à l'autre, ce qui constitue presque le tiers de l'utilisation des lignes téléphoniques. D'ici 1990, cette proportion aura grimpé à 50 %.

La nouvelle technologie, qui sera installée graduellement d'ici la fin du siècle, devrait, entre autres, éviter les embouteillages téléphoniques de la fête des Mères. Dans les cas de surcharge des circuits, elle permettra aussi de « compresser » les bouts de conversations pour faire encore plus de place. Le jour de Noël 1997, Oncle Gaston aura peut-être l'air de parler un peu moins fort et ses « i » seront peut-être moins pointus. C'est qu'une infime parcelle de sa conversation aura été limée de quelques microsecondes pour laisser encore plus d'espace sur la ligne.

Bell a de la suite dans les idées et pendant que ses experts en *packet technology* empilent les gadgets qui vont quintupler la capacité du réseau téléphonique, un autre service du laboratoire se creuse les

## Après une série de questions, l'ordinateur dit: «Les gens stressés sont parfois portés à être obèses, vous devriez suivre un régime.»



Laboratoire d'électro-optique. «On ne sait jamais ce qu'on trouvera.»

méninges pour nous faire passer un maximum de temps au bout du fil. C'est le Consumer Laboratories, dont la fonction est de tester les nouveaux produits de téléphonie sur les consommateurs. Ou l'inverse. Sûrement les deux.

«Jusqu'ici, pour tester les produits, on

avait recours à des groupes de discussions, ou à des sondages nationaux», explique John Rotondo, un psychologue qui scrute les réactions des patients-téléphoneurs. «Mais ça manquait de réalisme, les gens ne savaient pas ce que le service allait être en pratique. Ici, ils font l'expé-

rience et peuvent nous dire ce qui leur plaît, ou leur déplaît.»

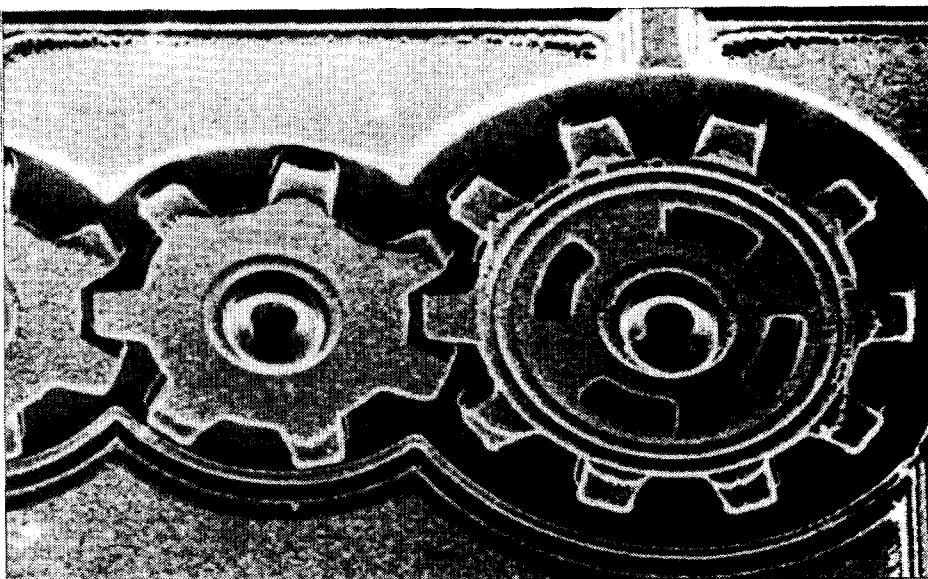
Par exemple: l'accès à une banque de données sur les problèmes de santé. Rotondo m'offre d'être un de ses cobayes. J'appelle un message enregistré qui me demande d'appuyer la touche «1» de mon téléphone si j'ai la fièvre, «2» si je suis anxieux et ainsi de suite jusqu'à une douzaine de problèmes en tout!

Je choisis l'obésité. La voix enregistrée me demande ensuite mon sexe, mon âge, puis mon poids — je réponds en appuyant les touches «3» «2» «1» livres —, ma taille — je réponds 5 pieds 4 pouces. (Ces données sont évidemment inventées dans un pur esprit d'expérimentation scientifique!) La banque de données commence à sonder les raisons de mon mal et me dit de répondre «oui» ou «non», en appuyant sur «1» ou «0», à une série de questions sur le mode: Avez-vous toujours eu un problème de poids? Avez-vous arrêté de fumer récemment? etc.

Parce que je m'entête à répondre «non», le médecin-téléphone est pris d'un soudain doute aux relents un peu sexistes: «Êtes-vous une femme?» demande-t-il, alors que j'avais déjà signifié mon appartenance à l'autre sexe! Finalement, il me demande si je suis stressé. De guerre lasse, je dis: «oui», et à ce point, c'est un peu vrai... Victoire! La voix d'outre-téléphone tient son diagnostic, qu'elle me livre illico: «Les gens stressés sont parfois portés à être obèses, vous devriez suivre un régime.» Stupéfiante trouvaille! Le téléphone me demande finalement si je veux encore utiliser le service médical. Je livre ma réponse à Rotondo: «Certainement pas, et surtout pas s'il faut payer pour l'appeler!» Il semble avoir déjà entendu cette réaction...

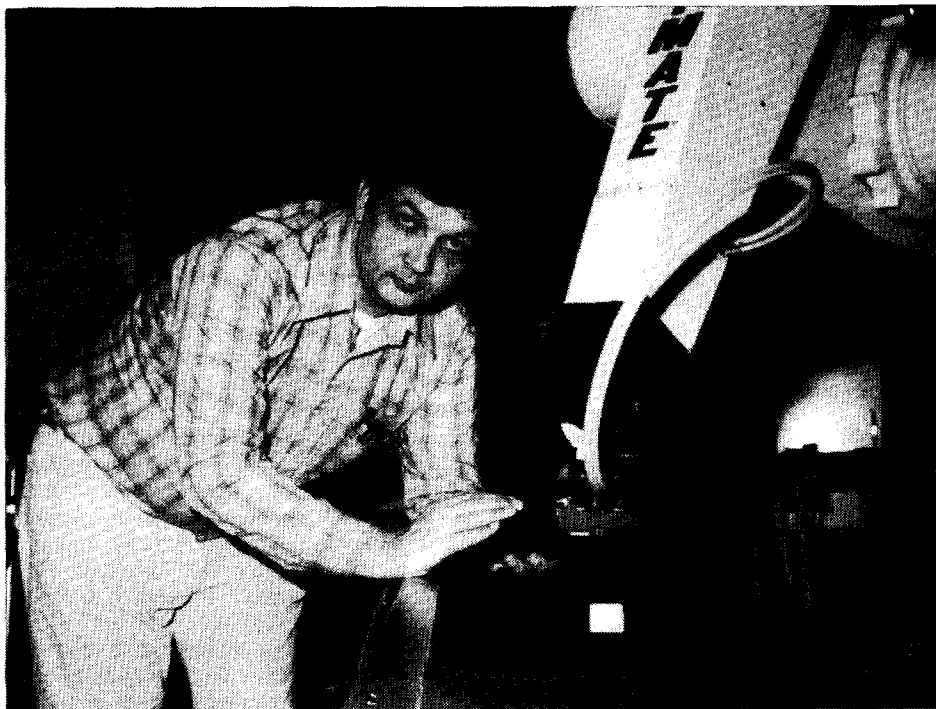
«Le téléphone est un terminal d'ordinateur maladroit, explique-t-il, mais les consommateurs sont frileux, enfoncés dans leurs habitudes.» S'ils commencent à obtenir des informations avec des services comme celui qu'on vient de décrire, explique-t-il, «peut-être qu'alors ils verront la nécessité d'acheter un ordinateur personnel» qui offre beaucoup plus de possibilités. En attendant, il faut allécher les clients avec des méthodes simples, disponibles: «Tout le monde a un téléphone.» Même ceux qui ne possèdent pas de téléphone à clavier pourraient participer, puisque les banques de données seront assez sophistiquées pour reconnaître les sons «oui» et «non».

Mais on ne vient pas chez Bell pour ne



Engrenage miniature. De l'épaisseur d'un cheveu.

## Un robot pourra reconnaître l'objet qu'il tient dans sa « main » et déterminer s'il le presse trop fort.



John Jarvis, spécialiste des robots. Il est originaire de Montréal.

parler que de téléphonie. Abbas Ourmazd, expert en microphysique, a quitté Oxford pour trouver dans la campagne du New Jersey — où se trouve le plus gros laboratoire de Bell, avec 3200 employés — des conditions de travail qu'il croit être uniques :

« Ici, les chercheurs ont les moyens de terminer leurs recherches et ils ne sont limités que par leur propre imagination. » La réunion sous un même toit de plexiglass de centaines de sommités intellectuelles facilite le travail. « Ailleurs, si je veux me documenter, j'en suis parfois réduit à lire un livre vieux de cinq ans, dit Ourmazd. Ici, je marche jusqu'au troisième bureau à gauche et je trouve un des experts mondiaux. Ça me permet d'avoir de l'information rapidement et, en plus, de nouvelles idées peuvent sortir de la discussion. »

Autour d'un café ou à la sortie de l'ascenseur, les scientifiques peuvent « simplement jongler avec des concepts à peine développés », dit Ourmazd. Il affirme que « ceux qui sont prompts à partager leurs idées avec leurs collègues ont le plus de succès ».

C'est cette synergie qui a valu sept prix Nobel aux chercheurs de Bell et l'incroyable cadence d'un brevet par jour pendant

60 ans ! Car le regroupement de plusieurs disciplines permet aussi d'accélérer la recherche et de battre la concurrence. Lorsqu'une équipe a découvert ce printemps un nouveau matériau augmentant la conductivité de l'électricité, Ourmazd en a immédiatement reçu un échantillon. « Une semaine après, nous en avions déterminé la structure atomique grâce au microscope à électrons. Ce genre de choses prendrait beaucoup plus de temps si on ne faisait pas partie d'une même boîte. »

Ourmazd montre ensuite fièrement l'énorme instrument qu'est le microscope à électrons. « Dans toute l'Europe, il y a trois de ces engins. A Bell, nous en avons deux », dit-il, réprimant un sourire. Un de ses collègues, spécialisé en images par ordinateur, nous plonge ensuite dans l'obscurité et, muni de lunettes 3-D comme pour regarder *Le Monstre du lagon vert*, il nous fait voir la structure atomique d'un de ces matériaux supraconducteurs qui pourraient révolutionner notre existence.

« Nous sommes comme des enfants qui ont découvert un nouveau jeu », dit Ourmazd, parlant de la supraconductivité. Car Bell — avec IBM et l'Université de Houston — est en tête de la course tech-

nologique potentiellement supra-lucrative qui secoue depuis février dernier les laboratoires de physique.

Pour l'instant, une partie importante de l'électricité transportée se perd à cause de la résistance des matériaux, qui agissent comme des freins au courant. C'est ce qui se passe lorsque les appareils surchauffent : l'électricité se transforme en chaleur. La perte d'énergie est considérable. L'institut de recherche d'Hydro-Québec estime par exemple que 5 à 8% de notre électricité est « perdue » aux seuls stades de la production et du transport. Globalement, pensent des chercheurs de Bell, c'est peut-être 50% de l'énergie qui nous échappe.

Mais si on trouvait une matière capable de transporter et d'utiliser l'électricité sans la freiner, les applications seraient quasi infinies : tout ce qui fonctionne à l'électricité — réfrigérateurs, bateaux, métros — pourrait fonctionner avec la moitié moins d'énergie, et des moteurs deux fois plus petits ; les superordinateurs sauteraient plusieurs générations en vitesse, en puissance et en volume ; le réglage de la radio serait plus précis, le récepteur plus puissant ; les trains à sustentation magnétique, qui « lévitent » sur les rails et filent sans frottement presque aussi vite qu'un avion, deviendraient rentables...

Ce matériau supraconducteur existe, mais jusqu'en avril 1986 il ne gardait cette propriété qu'à  $-269^{\circ}\text{C}$ . Depuis, plusieurs équipes dont celle de Bell ont brisé des records successifs et découvert que certains matériaux étaient supraconducteurs à seulement  $-118^{\circ}\text{C}$ , peut-être même, selon quelques indices, à  $-33^{\circ}$ . Un froid qu'on peut maintenir avec de l'azote liquide, qui ne coûte que cinq cents le litre, ou même en plein air, l'hiver, dans le Nord québécois. Le rêve commun de milliers de chercheurs : trouver une matière supraconductrice à la température ambiante...

Cette découverte, et son application pratique, dit Ourmazd, « serait analogue à l'invention du transistor ». Prudent, il prévient que les travaux sont encore au stade expérimental, que « rien ne garantit que notre "jeu" deviendra une réalité ». Mais on reste optimiste, sachant que même Einstein pensait que l'énergie nucléaire était « impossible ».

Dans une salle voisine, John Jarvis, né à Montréal, prépare la prochaine génération de robots. Il s'intéresse surtout à leur miniaturisation, pour les utiliser

AT&T/LABORATOIRES BELL

dans la fabrication de matériel de téléphonie ou d'ordinateurs, eux-mêmes en « rapetissement » constant. Dans cette tâche, la moindre imprécision est fatale, dit Jarvis.

Pour empêcher le robot de répéter bêtement le même mouvement erroné, l'équipe de Jarvis tente de créer une mécanique consciente de sa propre position dans l'espace. Si le robot sait que sa « main » est un millimètre trop à droite, il pourra rectifier le mouvement. Des recherches similaires sont en cours dans plusieurs laboratoires, mais Jarvis a brisé des records en « portant ce contrôle de la précision à des niveaux de vitesse jamais encore atteints ».

Une autre expérience vise à donner des « nerfs » aux doigts mécaniques, pour que le robot puisse reconnaître les objets qu'il tient et juger de la pression qu'il est en train d'exercer! Il faudra encore beaucoup de calculs avant d'enseigner à la machine comment « prendre délicatement » un verre de cristal.

Mais le plus remarquable chez Jarvis est quasi invisible à l'œil nu. Pour fabriquer des robots extrêmement petits, capables de faire des mouvements d'un dix-millième de millimètre, son équipe tente de confectionner des minirouages de silice en utilisant des procédés chimiques. Ce qui donne des pièces longues d'un tiers

de millimètre. La recherche en est encore à ses premiers balbutiements mais Jarvis note qu'après tout « on a maintenant sur le marché des puces électroniques contenant un million de circuits intégrés », ce qui semblait incroyable il y a 10 ans.

On ne s'étonnera pas que cette usine du futur attire les meilleurs étudiants du pays et d'ailleurs. Bryan Ackland, par exemple, est arrivé il y a neuf ans de l'Université d'Australie pour travailler en fabrication assistée par ordinateur. « Ce qui m'a frappé en arrivant, c'est la concentration d'individus brillants et connus dans leurs domaines, des gens que je connaissais seulement de nom. Mais tout à coup, je pouvais leur parler. »

« C'est un endroit presque légendaire », dit Igor Braslavsky, un jeune Texan qui a refusé des offres d'emploi de Texas Instruments pour venir travailler dans ce qu'il appelle « LE laboratoire par excellence ». En fait, conclut Ourmazd, « Bell fixe la norme à laquelle les autres centres de recherche aiment se mesurer ».

Bell ressemble à une université, mais est en réalité la branche de recherche de son propriétaire AT&T, qui a hérité ces dernières années d'une douzaine de concurrents, enfants de la déréglementation du téléphone aux États-Unis. « Depuis, on sent chez Bell un certain sentiment d'urgence », explique Kim Pearson, attachée

de presse. « L'ancien monopole devait durer toujours, mais rien ne garantit que AT&T soit invincible. » C'est pourquoi AT&T a réorienté le travail de ses chercheurs, en les dirigeant autant que possible vers des secteurs qui auront des applications pratiques en télécommunication.

« Le succès ne se mesure pas en nombre de brevets, mais en part de marché », objecte un critique, Edward Goldstein, qui a travaillé 37 ans aux laboratoires avant de créer sa propre compagnie de consultants. Un autre vétéran de Bell, passé au concurrent MCI, affirme que les chercheurs des laboratoires ont « un moral extraordinaire, mais ils sont très résistants au changement! Ils nagent dans une culture d'experts qui restent extraordinairement insensibles aux besoins concrets du marché. »

Les responsables de Bell savent que leurs efforts de recherche devront rapidement offrir des retombées palpables dans la colonne des profits d'AT&T, s'ils veulent continuer à bénéficier de ressources financières exceptionnelles. « Nous investissons beaucoup dans les laboratoires et nous en attendons aussi beaucoup », confirme le président d'AT&T, Robert Allen. Mais les télécommunications sont en pleine révolution technologique, dit-il, et il compte sur les chercheurs de Bell pour mettre AT&T sur la crête de la vague. ■

# ACTUALITÉ

M O N T R É A L V U E D ' A I L L E U R S

## TENUE DE VILLE

**Le journaliste Jean-François Lisée, qui travaille à la pige à Washington après un séjour prolongé à Paris, trace un portrait de Montréal destiné à ceux qui ne connaissent pas très bien la ville. Et si les Montréalais avaient des choses à apprendre sur eux-mêmes...**

JEAN-FRANÇOIS LISÉE

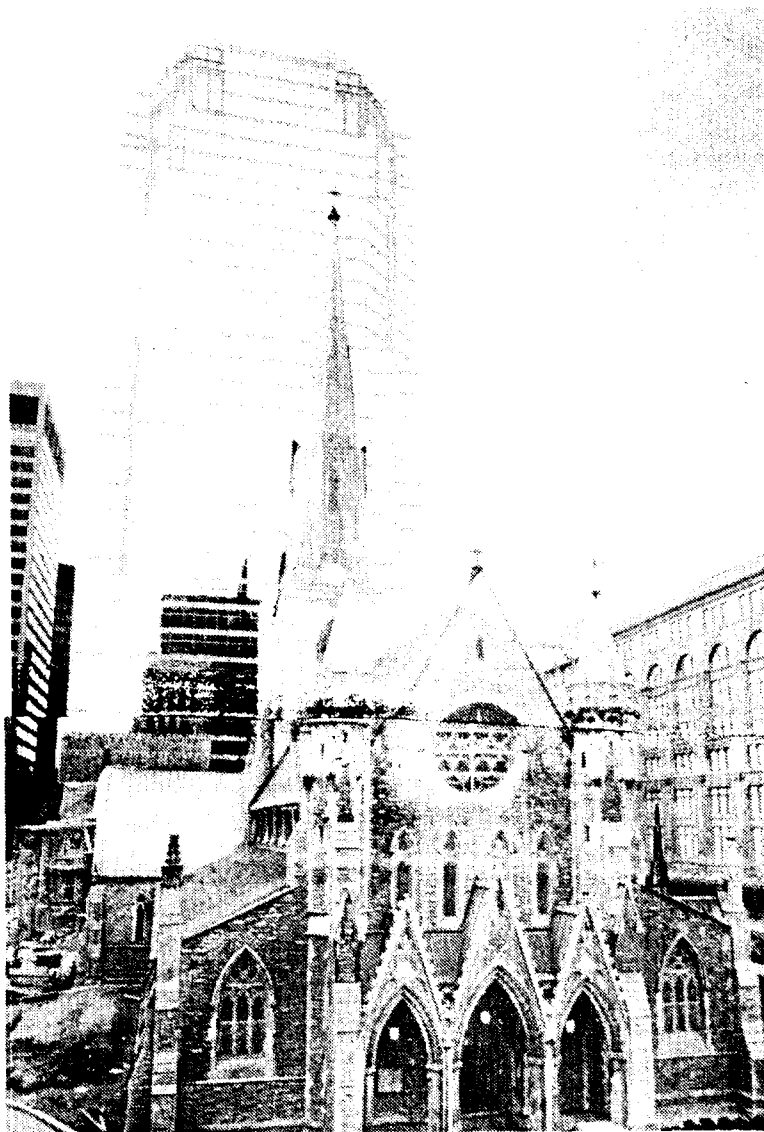
**M**ontréal grandit. Vite. Bien. Les jeunes tours de verre qui s'élancent en son centre sont les symboles de la nouvelle passion des Montréalais: l'économie. Elles expriment l'incroyable sentiment d'optimisme, l'exubérante confiance en soi des nouveaux convertis, des nouveaux conquérants.

La quadruple tour grise de la Place Ville Marie, l'œuvre de I. M. Pei qui avait donné à Montréal sa griffe de modernité des années 1960, se laisse éclipser par les mastodontes scintillants qui préparent, eux, le look montréalais des années 1990.

### LES NOUVEAUX GUERRIERS

La génération qui a perdu en 1980 le combat de l'indépendance a canalisé ses énergies dans un boom de l'entrepreneurship, financièrement irrigué, inondé même, par les 6\$ milliards (canadiens) que les Québécois, hier gros épargnants, ont mis en moins de dix ans sur leurs entreprises nouvelles, à la faveur d'une astuce fiscale, le Régime d'Épargne-Action.

«On est devenus très protestants dans notre manière de vivre l'économie» diagnostique Claude Bédard, directeur des Communications à Radio-Canada. «Nos racines sont catholiques, peu portées au capitalisme, pourtant on est devenus plus américains que jamais».



LA CHRIST CHURCH: ANCIEN TEMPLE DU CULTE, NOUVEAU TEMPLE DE LA CONSOMMATION.

Les exploits commentés à table par le Montréalais dans le vent ne sont plus politiques, à peine sportifs. Ils sont économiques: le câblodistributeur Vidéotron investit au Maroc, le constructeur ferroviaire Bombardier s'installe au Mexique, le géant de l'alimentation Provigo s'étend aux États-Unis, les firmes d'ingénierie Lavalin et SNC sont... partout. Les hommes d'affaires montréalais «attaquent les marchés internationaux, et ils sont très cow-boys» constate **Paul Doré**, de la Chambre de Commerce locale. C'est d'ailleurs avec plus de gourmandise que d'inquiétude qu'ils discutent cet hiver du super-défi 1989, l'entrée en vigueur du traité de libre-échange canado-américain. Signe des temps: leurs homologues de Toronto comptent les plumes qu'ils vont perdre.

«Si Toronto était en U.R.S.S., elle s'appellerait Retrograd» dit une méchante blague montréalaise, en retard d'une rivalité. «On ne parle plus de concurrence entre Montréal et Toronto, c'est réglé» tranche **Bédard**. «Toronto a pris la place canadienne, Montréal développe son propre créneau.» Un créneau qui la mène au sud et ailleurs. «Montreal has outgrown Canada» (Le Canada est trop petit pour Montréal) clame une pub internationale de la ville.

Les hommes d'affaires de Montréal vivent à l'heure du big business, ils vous diront être «dans les grosses ligues». Les intellectuels aussi, qui ne souffrent plus qu'on les regarde de haut. «J'ai enseigné à Nantes et à Poitiers, mon collègue revient d'une tournée des universités américaines, on a passé le test» dit «off the record» un historien bien connu. «On fait partie du village global, le p'tits cousins, là, c'est fini. On est des adultes» sur-enchérit son voisin de table, universitaire aussi, à l'attention des Français qui n'auraient pas saisi.

### LES CHERCHEURS D'ART

Le foisonnement culturel de Montréal a repris son essor après une période d'assoupissement post-référendaire. Mais les nouvelles expressions scéniques n'ont plus de dénominateur commun, ce moteur universel qu'était il y a dix ans la mission nationaliste québécoise. «Je n'ai pas envie

de porter sur mes épaules l'avenir de la nation», affirmait la nouvelle star de la chanson québécoise, **Michel Rivard**, alors que le Québec était en deuil l'été dernier de son chansonnier-poète-âme indépendantiste **Félix Leclerc**. Le commentaire a fait scandale dans les quelques salons où l'indépendance meuble encore les conversations, mais elle donnait l'heure juste. «Avec Félix, on a enterré ce qu'on a été, pas ce qu'on est» confie un ancien combattant de l'indépendance.

La culture a perdu son message. Elle s'est réconciliée avec sa désorientation. Elle se complait dans le cosmopolite, la recherche de forme pure. Le Cirque du Soleil, par exemple, fait la jonction entre le design et le clownesque, marie le funambule et le danseur, l'acrobate et l'éros. Les emprunts – **Fellini**, **Broadway**, **Venise** – bien digérés par la troupe montréalaise engendrent une performance nouvelle, unique, sur un thème – le cirque – pourtant éculé. Le succès de la troupe aux États-Unis et en Europe marque une rupture de ton. Avant, le Québécois à l'étranger criait son combat. Aujourd'hui, il exhibe sans complexe et sans appel de solidarité des créations fondées au creuset montréalais, à l'intersection des cultures européennes et américaines.

### LAISSE BÉTON

Design, Design, Design. Montréal en est folle. Chaque nouvel édifice revendique une forme – on pense à **Chicago** – et quelques ancêtres de pierre et de brique se font remonter le portique à la mode art-déco. Chacune des innombrables boutiques de luxe veut faire son «statement». Le summum est atteint dans la Place de la Cathédrale, le dernier-né des centres d'achats souterrains du centre-ville. construit sous la Cathédrale anglicane **Christ Church**. À chacun des trois étages, l'architecte-décorateur a rappelé subtilement la forme de la nef. Un temple de la religion de la consommation? Dans la boutique de mode **Parachute**, le design transcende l'agencement finement asymétrique des créations pour englober même les vendeurs mannequins habillés de noir. Un look de galerie d'art frigorifiée. Le jour de ma visite, le passants osaient à peine entrer et se massaient à la vitrine.

### LA VIE EST AILLEURS?

Les Montréalais aiment être ailleurs, chez eux. Au choix, il peut se rassasier après le théâtre dans un drugstore parisien – **Le Lux**, rue **Saint-Laurent** –, déjeuner dans une fidèle reproduction d'un bistro new-yorkais – le **Harry's Bar** au **Cours Mont-Royal** – ou bruncher dans une Amérique oscillant entre 1930 et 1959 – au **Bagel Etc**, rue **Saint-Laurent**. L'œuvre la plus déroutante de l'île montréalaise, la gigantesque coupole du stade olympique, a enfin reçu sa «plus grande tour inclinée au monde» qui soutient le toit de toile (théoriquement) amovible. Les Montréalais considèrent le monstre de l'architecte **Roger Taillibert** avec un minimum de fierté et une bonne dose d'embarras. Pour jeter un froid dans la conversation, rien de mieux que d'évoquer le coût final des installations (1.4\$ milliard), le retard de livraison de la tour et du toit (11 ans), ou la récente déchirure de la toile.

Le bond dans le moderne architectural ne se fait pas sans quelques pudiques révérences au passé. Les tours nouvelles sont parfois construites derrière les façades d'immeubles séculaires évidés, comme la **Tour Mercantile**, rue **Sherbrooke**. Le campus de l'Université du Québec s'est plaqué aux clochers d'une église – une autre – victime de la démolition. Religion du savoir? Le nouveau **Centre du Commerce International**, un projet de 160\$ millions, se cachera derrière des murs né de l'ère victorienne. Montréal s'adonne à «l'art très mineur du patchwork» critique **Lise Bissonnette**, une des plumes les plus caustiques du Québec, pour qui les amateurs de la préservation ont oublié la différence entre ce qui peut et ce qui doit être sauvé.

### LE MAIRE, QU'ON VOIT DANSER

Côté ravalement, il faut observer le nouveau maire, le télégénique **Jean Doré**, qui a remplacé en novembre 1986 **Jean Drapeau**, le monarque montréalais qui a donné à la ville son **Expo 67**, son métro, son équipe de base-ball, sa gloire-déboire olympique de 76 et qui vit aujourd'hui des jours paisibles et effacés au quartier général parisien de l'Unesco.

Doré, donc, nourri au syndicalisme me choc des années soixante-dix, été par un parti aux racines populistes réformiste de gauche, conseil des quartiers, pouvoir aux citoyens et à bas les voitures. L'anti-Drapeau, quoi. Mais la révolution n'a pas eu lieu. Si les réformistes ont l'habitude de s'assagir à la longue, «ceux-là ont commencé par leur second mandat, ils sont tout de suite devenus gestionnaires» grogne un vieil allié, reconverti dans l'opposition, le conseiller municipal-columnist **Nick Auf der Maur**. Il y a un "style" Doré, modéré, efficace – il a vite renoncé à venir à l'Hotel de ville à vélo – une équipe bardée de diplômés, une fébrilité de technocrates compétents, pressés et bien payés. Mais demandez à un Montréalais de citer une importante réalisation de la nouvelle administration... et écoutez son silence.

### LA LANGUE PENDANTE...

Quoi de neuf à Montréal? Toujours les mêmes manchettes: "Les Expos (l'équipe de base-ball) défaits", "Le débat linguistique rebondit" se plaint un journaliste vétérinaire. Peut-être, mais le rebond des tensions n'en est pas moins réel. Une majorité de francophones qui porte sa langue à fleur de peau toise une minorité anglophone qui a cru son heure revenue lorsque le Parti Libéral a délogé le Parti Québécois du gouvernement provincial en décembre 1985.

«Régulièrement, lorsque je vais faire des achats à l'ouest du centre ville, le vendeurs ne me parlent maintenant qu'en anglais» dit notre professeur d'histoire, entonnant un refrain fréquemment repris. Un cadre francophone, parfaitement bilingue, d'une agence de communications confie avoir quitté un quartier anglophone de l'ouest de Montréal au lendemain de l'élection. Le signal du départ: le

vendeur de glaces du coin avait retiré des vitrines ses affiches en français et ne parlait plus soudain que la langue de Shakespeare.

Certains des francophones installés au "West-Island" ont formé leur comité de défense, coincés au niveau inférieur de cette pyramide de frustrations: ils sont la minorité française des quartiers d'une minorité anglaise de la province d'une minorité française d'un pays anglais qui a peur de perdre son âme dans le maelström culturel américain. Plus inquiétant encore: pourquoi les adolescents pour la plupart francophones du collège Brébeuf, ex-pépinière de l'élite française, trouvent-ils qu'il n'y a rien de plus "cool" que de parler anglais, entre eux, dans la cour d'école?

Le malaise fut suffisant pour qu'en avril dernier, 25 000 personnes – un record en ces temps d'apolitisme – manifestent sur le thème "Pas touche à la loi 101", le numéro fétiche de la législation de défense du français qui reste le legs principal des années Lévesque. Un jeune nationaliste, Hans Marotte, a poussé le zèle jusqu'à inscrire 101 à la bombe aérosol sur des dizaines de vitrines anglicisantes.

Le portrait linguistique n'est cependant pas si simple, ni si tranché. Nick Auf Der Maur parle d'une génération de jeunes Anglos qui «acceptent le nouveau rapport de force» favorable au français et qui «relèvent le défi» du respect mutuel. Dans les déjeuners d'affaires, on fait l'aller-retour du français à l'anglais en douceur. Paule Doré, une des quatre francophones qui siègent avec trois anglophones à la Société d'Habitation et de Développement de la ville, rapporte que «toutes les réunions se déroulent en français tout le temps, même lorsque deux anglophones discutent ensemble». Un bel effort qui contraste avec le refus de la riche

banlieue anglophone de Westmount d'imiter Montréal en rebaptisant "boulevard René-Lévesque" une artère qui traverse l'île.

### BOUILLON DE CULTURES

Montréal-l'anglaise, à l'ouest, et Montréal-la-française, à l'est, multiplient cependant les points de contacts. Si elles ont chacune leur quartier de détente, rues Bishop-Mackay à l'ouest, rue Saint-Denis à l'est, elles se côtoient volontiers dans les boîtes et les restaurants qui bourgeonnent sur Saint-Laurent, l'axe où est et ouest commencent et se touchent. C'est là aussi que Montréal la cosmopolite est la plus visible, où les visages noirs, asiatiques et moyen-orientaux traduisent une nouvelle donnée montréalaise: sa mondialisation.

Montréal vit mieux l'arrivée de ses nouvelles minorités que Paris, Toronto ou New York. Mais l'hospitalité et la tolérance des Montréalais masquent mal leur nouveau dilemme: comment empêcher la dilution de l'identité francophone tout en évitant le réflexe raciste? Pas étonnant que la dénatalité et l'immigration soient des sujets à la mode. Le nom d'Anthony Griffin, un jeune noir abattu par un policier de Montréal alors qu'il fuyait une arrestation, est devenu le symbole d'une certaine peur québécoise d'être taxé de racisme.

Tout de même, à l'aube des années 1990, Montréal éclot avec plus de roses que d'épines. Ville indiscutablement nord-américaine, elle est cependant éminemment plus vivable que ses voisines du sud. Montréal c'est New York sans sa saleté. Chicago sans son crime. Washington sans ses logements hors de prix. Montréal, c'est autre chose. Un cas à part. Demain, peut-être, un nouveau repère. ●

# À bas les hommes



**JEAN-FRANÇOIS LISÉE**

collaboration spéciale

La Presse À  
WASHINGTON

■ Une nouvelle minorité opprimée est en train de naître. On la ridiculise. On l'accuse de tous les maux. On

en fait un bouc-émissaire.

Cette minorité est masculine car si l'ex-sexe fort tient toujours fermement les rênes du pouvoir politique et économique aux États-Unis, il est en passe de perdre la face dans le champ culturel. C'est à la télévision que l'assaut est le plus agressif. Dans la liste des méchants qu'on adore détester, l'homme, notamment le mari, est en train de dépasser le revendeur de drogue et a déjà devancé l'espion soviétique.

La nouvelle fournée d'émissions de télé de l'automne porte la critique du mâle à son apogée. La comédie «Roseanne» s'en fait une spécialité. Avec une bonne dose d'humour au cyanure, la vedette de la série décoche des flèches à son mari obèse comme s'il s'agissait d'un «punching bag». À la première, on a compté dix gifles verbales en 22 minutes.

«L'humour permet de rendre les railleries plus digestes, mais d'autant plus dangereuses», note Warren Farrell, auteur de «Why Men Are the Way They Are». Dans l'Amérique de 1988, il serait impensable de renverser l'argument de «Roseanne» et de se divertir en observant un mari qui prendrait plaisir à vilipender son épouse.

Dans la nouvelle comédie «Dear John», qui met en scène des célibataires membres d'un groupe de rencontres, un des hommes est un pitoyable timide (son meilleur ami est mort: une tortue), et le quotient intellectuel proche du zéro absolu. Les femmes du groupe ont chacune leurs particularités, mais aucune n'est affublée de tares comparables.

La propension à rire des hommes sur les écrans américains se



développe depuis un bon moment. Dans la série populaire «Family Ties», le gentil père de gauche est un idiot sympathique qui semble avoir tort dans toutes les discussions, avec sa femme, ses filles ou son fils ultra-conservateur.

Pendant la saison dernière, il a répertorié 142 incidents pendant lesquels papa Cosby était le dindon de la farce.

Il a expliqué au *Washington Post* que les travers masculins les plus fréquents se répartissaient en quatre catégories principales: l'homme n'est pas à la hauteur (29 p. cent), l'homme est fautif (20 p. cent), l'homme est dominé par la femme dans un rapport romantique (16 p. cent), l'homme néglige sa santé (4 p. cent). Les 31 p. cent qui restent sont éparpillés dans diverses catégories d'errements masculins.

Ce qui est remarquable dans le «Cosby Show», c'est que la famille en question est noire et que l'auteur-producteur-acteur Bill Cosby a même embauché un consultant pour s'assurer qu'aucun stéréotype noir ne se faufile dans les textes. «Voilà une émission qui prend soin de montrer les Noirs et les femmes sous leur meilleur jour», commente Collins, «mais semaine après semaine, on nous montre un mari inférieur à son épouse.»

La série «Married With Children», sur le réseau Fox, pousse volontairement la caricature du «sitcom» (Situation Comedy) jusqu'à présenter toute une famille stéréotypée et réactionnaire. Mais là encore, le mari remporte de loin la palme du roi des cons. On est loin de «Papa a raison».

Les scénaristes, assaillis depuis vingt ans par les féministes, les défenseurs des droits des Noirs, des hispaniques et des homosexuels, déversent sur les maris leur trop plein d'ironie. Même les émissions finement écrites, comme l'excellent «Thirtysomething», fait porter à un homme

l'odieu d'une séparation. Le «J. R.» de Dallas, par contraste, a au moins les qualités de sa perversité: virilité, puissance, intelligence diabolique. Les hommes des *sitcoms* n'ont pas cette chance.

Steve Collins, un étudiant de l'Université de Caroline du nord, a fait une étude sur la série la plus populaire de toutes, «The Cosby Show», vue chaque semaine par 45 millions de téléspectateurs.

Certes, Jackie Gleason, dans la légendaire série «The Honeymooners», était le prototype du mari constamment dans le pétrin, soutenu par une épouse qui, déjà, avait toujours raison. Mais c'était là l'exception à une règle largement dominée par les pères sages et les femmes obéissantes ou absentes. «La famille Stone», «Leave it to Beaver», «Mon Oncle Bill». Et Gleason a longtemps eu ce contrepois: la catastrophe ambulante la plus durable de l'histoire de la télé dans l'inénarrable «Extravagante Lucy», Lucille Ball. Le fait que les reprises des «Honeymooners» pullulent sur les ondes américaines serait plutôt le signe que Gleason a enfin trouvé sa décennie. Il était dans les années 50 l'avant-gardiste d'un *running-gag* qui ne verrait son triomphe que 30 ans plus tard.

Le ridicule anti-masculin déborde d'ailleurs le cadre de la fiction-télé pour se retrouver dans les publicités. Qui est trop irresponsable pour bouffer les bonnes céréales fortes en fibre? Qui n'a pas compris que son épouse avait fait le bon achat en choisissant une laveuse Amana? Qui se fait semoncer par sa compagne pour n'avoir pas choisi le bon silencieux? Dans presque chaque situation de conflit des sexes, l'homme est au tapis. Gentiment, drôlement. Reste qu'un nouveau paternalisme (maternalisme) prend son envol.

Est-ce l'âge du sexisme à rebours? Le temps des programmes d'accès à l'égalité dans la raillerie et le dénigrement? (On vend cette petite plaque que madame peut mettre sur son bureau: «Les femmes doivent travailler deux fois plus que les hommes. Heureusement, ce n'est pas difficile.») C'est peut-être le prix à payer pour des siècles d'arrogance masculine. Ils se croyaient coqs, les voilà dindons. Car les poules ont des dents.

# La « haute Bushoisie »

L'Amérique emménage à WASP-ville



**JEAN-FRANÇOIS LISÉE**

collaboration  
spéciale

La Presse  
À WASHINGTON

**F**inis les nouveaux riches. Voici venu le temps des anciens riches, du vieil argent, de la vieille noblesse. Leur style, leurs vêtements, leur architecture est à la mode. Fichtre, un de leur fils vient d'être élu président!

WASP: White Anglo Saxon Protestant (blancs protestants de souche anglo-saxonne). Ils forment 14 p. cent de la population, à peine plus que la minorité noire et moins que leurs compatriotes d'origine germanique. Mais leur aristocratie de Nouvelle-Angleterre, baignée dans la certitude d'être la vraie descendance des fondateurs du pays, élevée dans ses meilleures écoles, tenant les leviers de ses plus vieilles maisons d'affaires, représente la continuité contre le melting-pot, l'authenticité contre l'âge du plastique, le snobisme contre le copinage.

Les années 60 et 70 les avaient évacués du champ culturel. Trop blancs, trop protestants, trop riches, bref, trop «square». Mais la décennie du capitalisme triomphant, de l'entrepreneur-roi, de l'appât du gain comme principe de gouvernement — les années 80, quoi — a remodelé le paysage. Après huit ans de nouveaux riches au pouvoir, à Washington comme à Wall Street, le moment venu d'évaluer les



extravagances d'une ère où la valeur se juge un peu trop à l'épaisseur du portefeuille et pas assez à la grandeur des sentiments, l'Amérique a hésité.

L'alternative: rebrousser chemin et reprendre le bâton des réformistes libéraux des années 60 (Dukakis), ou opter pour une richesse «plus tendre et plus aimable» (Bush). On connaît la suite. Ils ont voulu Bush. Contre Dukakis mais, aussi, contre Reagan. L'aristocratie plutôt que le «raider» d'entreprise. Le WASP plutôt que le Self-Made-Man. L'arbre généalogique plutôt que le celluloïd.

Le pays était fin prêt pour le retour de ce que le magazine new-yorkais à la mode *Spy* appelle la «WASPmania». Bush «est le bénéficiaire direct d'une obsession nationale», écrit Alessandra Stanley dans un récent *New Republic*. «Le pays s'est pris de passion pour les blazers à armoiries, les matches de polo et les gravures anglaises de chasse à cour, tous ces totems de la 'haute' vendus à des millions d'exemplaires.» Les centres commerciaux, naguère bâtis autour de Sears et autres K-Mart, regorgent maintenant de boutiques huppées comme Ann Taylor, Alcott & Andrews, Brook Brother's.

Exit la vulgarité, le «junk», le tape-à-l'oeil et le «high-tech». «Le public américain est devenu plus conservateur et conscient des traditions», explique Hugh Barnard, éditeur du *Retail Marketing Report*. Son verdict: «Les consommateurs veulent de la classe».

Un homme, Ralph Lauren, a plus fait que tout autre pour remettre «la classe» à l'honneur. Il a capturé le style WASP dans ses produits, vêtements, accessoires, et il les a mis en marché comme s'il s'agissait de l'exemplaire authentique. Il y a un terme pour ce procédé: «Chic-instantané». Lauren avait la recette. Juif né dans le Bronx, à New York, son certificat de naissance dit: Ralph Lipschitz.

On peut même se procurer un guide, nettement narquois, qui enseigne au non-WASP les us et coutumes de ce que Stanley appelle la «haute Bushoisie». *The Official Preppy Handbook* (le guide de poche officiel du fils de bonne famille) de Lisa Birnbach: sur quels articles doit-on graver ses initiales? Sur quels articles ne doit-on pas les graver? Comment choisir son chandail en cachemire?

Même George Bush a mis le temps à comprendre que son meilleur argument de vente était justement son appartenance à la confrérie des WASP. Depuis dix ans, il s'entête à convaincre les électeurs qu'il est un Texan. Sa villa à Kennebunkport, dans le Maine? Un détail. L'été dernier, il a craqué, ou il a compris. Oui, il habite à Kennebunkport, a-t-il enfin avoué. «C'est ce que j'appelle 'mon chez moi'». Voilà ce qu'il fallait dire. Personne ne veut, aujourd'hui, s'identifier aux Texans mal dégrossis et embourbés de surcroît dans la marasme pétrolier.

Kennebunkport, la villa, les rochers éternels, les mouettes, les feuilles d'automne, le croquet, les pique-niques familiaux sur un parterre toujours vert. L'image même de la grâce, de la noblesse et d'une certaine culture de la nostalgie. Que Reagan retourne à son ranch et Dukakis à sa maison de banlieue. Pour quatre ans, l'Amérique emménage à WASP-ville. □

# Greffer une âme au capitalisme



**JEAN-FRANÇOIS LISÉE**

collaboration spéciale

La Presse  
À WASHINGTON

■ «Si Marx et Jésus étaient parmi nous, ils auraient chacun un MDA». La phrase, tirée du numéro courant du magazine progressiste *Utne Reader*, n'est pas une «nouvelle ode au capitalisme pur et dur» qu'a entonnée l'Amérique depuis 1980.

C'est au contraire la réalisation qu'un nombre croissant — petit, mais croissant — de gens d'affaires américains utilisent leurs compagnies comme des agents de changement social. Qu'ils conjuguent profits et conscience sociale, production et protection de l'environnement, mise en marché et aide à la pauvreté.

En octobre, au New Jersey, 150 entrepreneurs qui gèrent des capitaux à risque ont tenu la troisième réunion en 14 mois de leur «Social Edge Network» (réseau à la pointe du progrès social) sur le thème «changement social et survie de la planète». Pour aider leur réflexion, ces capitalistes éclairés s'étaient adjoint le philosophe Ivan Illich et le croisé des consommateurs, Ralph Nader.

«Les entreprises détruisent la terre. Si c'est ce que vous croyez, vous avez de bonnes raisons», constate Marjorie Kelly, qui publie le magazine *Business Ethics*. La liste des méfaits est interminable. Union Carbide à Bophal, les usines nucléaires qui fuient, les pluies acides, la fermeture sauvage de filiales et d'usines de compagnies victimes de «corporate raiders» et de la folie de fusions et acquisitions qui s'est emparée de Wall Street. «Mais certains pensent aujourd'hui que cette saga de la destruction a une suite surprenante, ajoute-t-elle. Certains pensent que l'entreprise est le dernier espoir de l'humanité. Car si elle a le pouvoir de détruire, n'a-t-elle pas le pouvoir de guérir?»

## Le marché et ses lois

L'argument serait plutôt mince s'il ne reposait que sur un petit groupe d'ex-militants brillants devenus entrepreneurs et pris de remords au souvenir de leurs rêves d'antan. Mais il se trouve qu'un nouveau sens de la responsabilité envers «les autres» transpire dans la culture de certains des géants de l'industrie américaine.

Le conglomérat chimique Du Pont n'avait pas vraiment besoin de mettre fin à la production de ses CFC (chlorofluorocarbones), un des éléments destructeurs de la couche d'ozone. Bien sûr, c'est de la bonne pub. Peut-être les pertes de Du Pont seront-elles comblées, à long terme, par les profits générés par un produit de remplacement. Tout de même, cela part d'un bon sentiment.

Et pourquoi MacDonald's a-t-il décidé de ne plus emballer ses burgers dans du styrofoam fait de CFC? Il n'y a pas eu de loi, de règlement. MacDonald's n'a même pas fait de grand tapage sur son geste de bon citoyen planétaire. La chaîne de jouets «Toys 'R' Us» aurait pu ignorer le petit tollé entourant la vente d'armes-jouets trop réalistes, qui ont entraîné des méprises et quelques décès. Mais elle a décidé de les retirer de ses étagères, quitte à perdre un peu de profit.

Avon, Procter & Gamble ont complètement cessé les tests de leurs produits sur des animaux. Colgate a réduit ses tests de 80 p. cent. Il n'y a pourtant pas eu de boycott. Ces compagnies furent-elles motivées par la crainte d'un mouvement d'opposition futur ou se sont-elles dit qu'après tout, l'argument avait du mérite en soi?

Gardons le sens de la proportion. La réalité de l'entreprise américaine, c'est la loi du marché, une offensive générale depuis 10 ans pour briser les syndicats, réduire les salaires, échapper aux législations anti-pollution et anti-trust. Laissez à elles-mêmes, beaucoup de grandes entreprises américaines ne se sont pas montrées généreuses. L'administration républicaine a relâché ses normes sur les voitures et les pare-chocs, miraculeusement,



sont devenus plus fragiles. Le contrôle de la publicité s'est fait plus discret, et la quantité de mensonges et demi-vérités a immédiatement augmenté. La maxime de l'économiste Arthur Okun reste valable: «Le marché a ses lois mais il faut imposer des lois au marché». Sans garde-fous, le capitalisme devient fou.

## Le contraste

Certains progrès sont aussi le fait des forces du marché qui, pour une fois, agissent dans le bon sens. Les entreprises américaines investissent massivement en éducation et commencent à installer des garderies et offrir des congés de maternité, mais c'est parce que le bassin de main-d'oeuvre disponible est presque à sec et qu'il faut former ou attirer les compétences.

Et certaines entreprises ont parfois les moyens d'avoir un cœur. IBM a toujours été un citoyen modèle, note Doug Henwood, du *Left Business Observer*, mais «pour l'essentiel de l'histoire des ordinateurs, elle a profité d'une position de quasi monopole. Il sera intéressant d'observer si son comportement éthique va changer maintenant que le marché de l'ordinateur n'est plus en croissance, mais devient cyclique» et soumis à des périodes de vaches maigres.

C'est justement parce que la volonté de responsabilité sociale de quelques entrepreneurs contraste de façon si évidente avec le manque de scrupules corporatif des dernières années qu'il y a là un élément de nouveauté, d'espoir.

«Nous voulons montrer qu'on peut diriger une entreprise de façon différente, qu'on peut partager notre prospérité avec les employés, réécrire les normes sur les salaires des cadres, revoir comment la compagnie agit au sein de la communauté — tout ça en jouant toujours selon les règles de Wall Street, en continuant à obtenir du financement, à offrir aux

---

actionnaires un bon rendement sur leurs investissements.» Celui qui parle s'appelle Fred Lager, directeur d'une compagnie de crème glacée choisie «meilleure PME de 1987» et qui fait \$45 millions de vente cette année et plus de \$1,4 million de profits.

«Ben & Jerry's Ice Cream», du Vermont, donne 7,5 p. cent de ses revenus avant impôts à des oeuvres de charité, l'échelle des salaires entre ouvriers et dirigeants va de 1 à 5 (comme en Chine populaire? Non. Comme au Japon capitaliste). Une fois par mois, les 150 salariés se réunissent pour discuter des problèmes. Un comité est formé: comment avoir plus de plaisir pendant le travail. Un problème est constamment ressassé: va-t-on perdre notre âme si on continue à croire à ce rythme?

Autre rayon de conscience sociale: «le créneau le plus prometteur du marché de l'investissement» aux États-Unis, celui des placements «socialement responsables». Deux douzaines de fonds mutuels placent maintenant l'argent des Américains «libéraux» dans des entreprises qui ne sont pas installées en Afrique du Sud, qui ne polluent pas, qui, qui, qui. De \$4 milliards en 1985, les fonds ont gonflé jusqu'à \$40 milliards aujourd'hui. Il y a même des cartes de crédit («World Assets») qui font en sorte qu'à chaque achat, 5 cents vont à votre cause favorite.

La recherche de profit et la philanthropie ne sont pas des concepts qui, spontanément, se marient, avouent les promoteurs du «Social Edge Network». Mais peut-être ne sont-ils pas condamnés à se prendre à la gorge.

# Les années 70 reviennent



**JEAN-FRANÇOIS LISÉE**

collaboration spéciale

La Presse À  
WASHINGTON

■ Lorsque je l'ai vu dans un numéro de *Vogue*, l'an dernier, j'ai refusé d'y croire. C'était sûrement, me suis-je dit, une erreur. Après tout, on a beau avoir l'esprit ouvert, la nostalgie à fleur de peau et la fibre historique, il y a tout de même des choses qu'on préfère oublier.

Pourtant, le mois dernier, la plus «trendy» des publications renvoyait le message, cent fois amplifié. La décennie de l'«ultra-suède», des «longs favoris», des larges cravates et des pattes d'éléphant est de retour, clamait le magazine new-yorkais *Spy*. Comme *Vogue* et, en octobre, le magazine californien *Exposure*, *Spy* affirme que la catastrophe est déjà parmi nous.

Clubs disco et boutiques de New York font des affaires d'or avec les reliques du «bon vieux temps», et plusieurs designers ont réintroduit une forte dose de fibres synthétiques dans leurs créations. Le polyester ne saurait tarder. À Washington, capitale du vêtement conservateur, il devient de plus en plus difficile de trouver des cravates étroites et — horreur! — les cols de chemise prennent une expansion sournoise mais indubitable.

Pink Floyd et Jethro Tull, créatures musicales des années 70 s'il en est, ont propulsé récemment chacun un album au hit-parade. Les cheveux longs chez les hommes, un phénomène qui a vu le jour à la fin des années 60 mais qui a vraiment fait boule de neige dans la décennie suivante, tentent de reprendre du terrain. Confinées depuis un ou deux ans dans des queues de cheval timides et distinguées, les tignasses réclament aujourd'hui une nouvelle libération.



Don Johnson, le héros de *Miami Vice* qui fut à l'avant-garde des T-shirts pastels sous des vestes blanches et des souliers sans bas, puis de la barbe de trois jours, s'est représenté cette saison le visage net mais le cheveu longuet.

Même l'omniprésente «funny-face», le grand sourire sur fond jaune avec deux points pour les yeux qui régnait sur l'Amérique vers 1973 comme un Big Brother béat, a été repéré sur les jean-jackets de personnalités à la mode. Brrr...

## Plus jamais ça!

Il y a un an et demi à peine, on annonçait le retour des années 60, un phénomène confirmé depuis. Les signes: la popularité de la musique de l'époque; une flopée de films sur le Vietnam; l'hémorragie audio-visuelle de la célébration de l'assassinat de Kennedy, en novembre dernier; la sortie d'une poignée de bouquins sur la génération militante; l'arrivée de séries télé comme *Wonder Years*, sur la vie d'un jeune garçon dans l'Amérique suburbaine de 68-69, et le nouveau *Almost Grown* qui fait la chronique de l'évolution d'un couple depuis leur rencontre, en 62, à leur vie d'universitaires à la fin des années 60, jusqu'à leurs problèmes de parents divorcés dans les années 80.

Mais dans cette avalanche de souvenirs, il y avait un code, tacitement respecté, comme dans *Almost Grown*: sautons les années 70, ce dépotoir de la décennie précédente et cet incubateur de la suivante, ces pages de l'album de photos où on ne veut pas vraiment se voir. La mode des décennies passées nous semble aujourd'hui différente, parfois cocasse, mais jamais aussi embarrassante que celle des années 70. Plus jamais ça!, se disait-on.

Alors comment, pourquoi ce soudain retour de la décennie honnie? Est-ce la nostalgie d'une période où la révolution sexuelle n'avait pas encore rencontré ses deux antidotes, Ronald Reagan et le sida? Ou la nostalgie d'une ère où on s'était réveillé aux problèmes, mais pas à l'absence de solution?

## La Re-Décennie

Ni l'un, ni l'autre, ni autre chose. En fait, ce retour tient plus à l'époque actuelle qu'aux époques précédentes, explique Tom Shales dans la revue *Esquire*. Shales, prix Pulitzer en 88 pour ses critiques de télé et de cinéma, pense que nous sommes dans la «Re-Décennie». «La Re-Décennie est une reprise de toutes les décennies», écrit-il. «Les gens pensent que les années 80 n'ont ni texture, ni style, ni ton propre. C'est vrai. Les années 80 ont la texture, le style et le ton de toutes les autres décennies, du moins de celles qui ont été enregistrées sur film ou sur ruban audio, car la Re-Décennie est tout ce qui précède mélangé dans une énorme rétrospective électronique».

L'élection de Ronald Reagan avait porté en devant de scène le style, le moralisme et les couleurs des années 50. Magazines, architectes et décorateurs ont tout pillé, de l'art déco au modern style. Ils ont privilégié la beauté froide après les couleurs chaudes mais le style informe de l'ère Ford-Carter.

Il a fallu aux années 80 sept ans pour redigérer tout le bagage accumulé depuis les années 20 jusqu'aux années 50. Ensuite, deux ans seulement pour se réapproprier les années 60. À la fin de 1988, début 1989, le carburant manque, il faut trouver autre chose. Les années 70 sont le seul matériel encore disponible. Alors en avant la musique et sauve qui peut!

### Toujours plus vite

«Jamais auparavant un peuple n'a eu un accès presque illimité à ce qui a eu lieu avant, la capacité de le rappeler et de le faire rejouer encore et encore», écrit Shales. Notre décennie culturelle, suggère-t-il, est un magnétoscope géant. Et après? «On peut affirmer que toutes les décennies à venir seront aussi des Re-Décennies», écrit-il.

Pas sûr. Il y a peut-être quelque chose à sauver des années 80, quelque chose de distinctif, d'unique. D'imitable, donc. Et puisque le carburant des années 70 ne saurait durer, dans notre magnétoscope culturel, plus longtemps que celui des années 60, on nous annonçait déjà, l'an dernier, une rétrospective: les années 80.

Comme pour *Vogue*, je n'ai pas voulu y croire. Mais la jeune femme était bien là, à l'écran, tenant à la main ce magnifique album rétrospectif «années 80» de *Life Magazine*, gratuit avec votre abonnement. Quoi? On n'a pas fini de tricoter notre décennie que déjà on veut nous la raconter? Même chose en librairie, où on nous vend depuis un mois «le premier livre à couvrir toute la période Reagan». Ah oui? Plus d'un mois avant la fin?

Shales a tort. Du moins, il n'a plus raison. Si les années 80 étaient celles du magnétoscope, les années 90 seront celles du Polaroid, de la nostalgie instantanée. Le mariage, l'anniversaire, l'enterrement n'est pas terminé que déjà on regarde les souvenirs qui sortent de l'appareil photo. «Je m'en souviens comme si j'y étais», s'exclamera-t-on, lorsque l'on lira «les années Bush» en 1992 et la «Rétrospective des années 90» en 1994.

# Amerique cherche héros



**JEAN-FRANÇOIS LISÉE**

collaboration spéciale  
WASHINGTON

■ Nommez-en deux. Deux héros américains contemporains. Deux héros positifs, deux modèles de justice et d'ambition, deux représentants des valeurs américaines qui riment avec tarte aux pommes et baseball, défense de la veuve et de l'orphelin, de l'égalité des chances et de l'esprit des pionniers.

Ne cherchez plus. Il n'y en a pas deux. Il n'y en a pas un. Il n'y en a pas. L'Amérique traverse la pire pénurie de héros de son histoire.

L'évidence ne peut être plus frappante que cette semaine, alors qu'on nous ressort Batman, une figure, qui, il y a vingt ans déjà, était un gag, un commentaire ironique sur l'héroïsme, un pastiche de Superman. L'engouement pour les symboles de la Batmanie est un symptôme. Porter pendant quelques semaines, un mois tout au plus, l'écusson, le t-shirt, la bague du plus kitch des héros américains, c'est avouer, en souriant, que la place est libre, vide, béante.

Ni Kennedy, ni King, ni même, pour une autre clientèle, Goldwater ou Reagan à afficher à son revers idéologique. Dans l'univers politique, les héros se conjuguent tous au passé. Les derniers plus grands que grands, Jesse Jackson, Mario Cuomo, semblent avoir raté leur rendez-vous avec l'histoire. Ils représentent le soubresaut d'une époque révolue plutôt que la promesse de l'avenir. George Bush? Restons plausibles. Et la faible lueur de renouveau que représentait Gary Hart s'est fait, on le sait, harakiri.



Evidemment, les scénarios sont en cause bien plus que les acteurs, mais l'écran était alors peuplé de personnages qui incarnaient, sans réserve, sans ironie, des valeurs positives. Aujourd'hui, les héros de celluloid ont un sourire en coin, et même Indiana Jones (Harrison Ford), le plus proche parent du cowboy d'antan, voit son succès en tant que personnage à cette combinaison gagnante: jouer le héros comme si c'était une caricature, mais prendre la caricature au sérieux.

En fait, le dernier véritable héros — complètement positif — du cinéma hollywoodien était Luke Skywalker, de la série Star Wars. Mais le pauvre Luke ne faisait pas le poids devant l'anti-héros mercenaire au bon coeur, la encore joué par Harrison Ford. La compétition amoureuse de Luke et de Ford pour la pas-si-jolie princesse Leia était tellement gagnée d'avance par Ford que les producteurs ont résolu de mettre Luke hors-jeu à la ligne d'arrivée. Ils ont «révélé» qu'il était le frère de la princesse, et ce en contradiction flagrante avec le scénario du premier épisode de la trilogie.

Science? Depuis Neil Armstrong, les seuls héros de l'espace américain ont été sacrés tels, non grâce à leurs exploits, mais parce qu'ils ne sont pas revenus de leur aventure spatiale. Depuis quelques années, les Américains ont eu tendance à confondre victime et héros, tels les GI massacrés dans une explosion au Liban ou les pauvres marins du USS Iowa tués dans l'explosion de leur géante pièce d'artillerie. Nos condoléances, mais qu'ont-ils fait sauf d'avoir connu une mort tragique, qu'ils n'ont pu ni affronter, ni combattre, mais seulement subir? Ces héros n'ont pas valeur d'exemple, et on ne veut certes pas suivre leur trace.

Cinéma? Hollywood regorge de jeunes et bons acteurs, mais alors que John Wayne et Charlton Heston représentaient, il y a 30 ans, les valeurs positives d'une Amérique aux lendemains prometteurs, les hommes forts contemporains que sont le monosyllabique Sylvester Stallone et le monsieur muscle Arnold Schwarzeneger ne font pas le poids. Dans les films d'aventure, la volonté de vengeance et de destruction l'emporte sur la soif de justice.

Et où est la relève des jeunes James Stewart et Henry Fonda, de la jeune Katherine Hepburn?

Cette semaine, les Américains sont outrés d'une décision de la Cour suprême qui affirme qu'aucune loi ne peut empêcher un manifestant de brûler ou déchirer le drapeau américain en signe de protestation. Les politiciens sont en émoi, les lignes ouvertes sont en position d'alerte maximale, l'indignation règne. Normal. Privés de porteurs de drapeau, d'incarnation en chair et en os de l'âme nationale, les Américains s'accrochent au symbole lui-même comme à un dernier rattachement.

## TABLE DES MATIÈRES

Prix Jules-Fournier 1990.....	3
Dixième lauréat du prix Jules-Fournier .....	5
Proclamation du prix Jules-Fournier 1990 .....	7
Jean-François Lisée ou quand «la valeur n'attend pas...» .....	13

### **Chroniques de Jean-François Lisée**

- Les faiseurs de présidents .....	17
- Washington ou l'anarchie .....	22
- La stratégie de la démagogie .....	27
- Dans l'antichambre du futur .....	29
- Tenue de ville .....	34
- À bas les hommes .....	37
- La «haute Bushoisie» .....	38
- Greffer une âme au capitalisme .....	39
- Les années 70 reviennent .....	41
- Amérique cherche héros .....	43

---

# PRIX JULES-FOURNIER

---

**Le prix Jules-Fournier du Conseil de la langue française est attribué à un journaliste de la presse écrite publiée au Québec**

- pour sa contribution exemplaire à la qualité de la langue française;
- sans distinction de son secteur d'activité: éditorial, reportage, nouvelles internationales ou locales, chronique des sports, dossiers, etc.

**Le candidat doit avoir pour occupation principale, régulière et rétribuée, l'exercice d'une fonction de journaliste pour le compte d'entreprises de presse:**

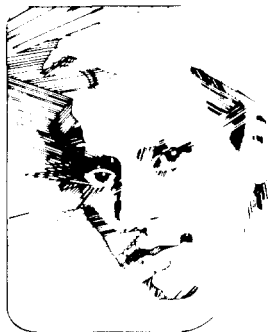
- quotidiens, hebdomadaires, mensuels ou toute autre forme de périodiques;
- à l'exception des publications vouées à la défense d'intérêts particuliers: journaux ou bulletins d'entreprises, de l'administration publique ou d'associations.

**Le candidat doit résider au Québec, être citoyen canadien ou immigrant reçu.**

---

## NOM ET NATURE DU PRIX

*Le prix du Conseil de la langue française porte le nom d'un journaliste, Jules Fournier, qui travailla successivement à **La Presse**, au **Canada**, au **Devoir** et à **La Patrie**, succéda à **Olivar Asselin** à la direction du **Nationaliste** et fonda aussi son propre journal, **L'Action**.*



1884-1918

**Le prix est attribué à l'automne de chaque année.**

- *Le lauréat reçoit une somme de 5 000 \$.*
  - *Le Conseil lui remet aussi un parchemin faisant état des motifs pour lesquels le prix est décerné.*
  - **Les articles primés sont publiés** dans la collection «Notes et documents» du Conseil de la langue française.
- 

## PRÉSENTATION DE CANDIDATURE

Le journaliste doit :

- présenter lui-même sa candidature ou être proposé par un autre journaliste
  - utiliser le formulaire préparé par le Conseil de la langue française
  - fournir un curriculum vitae
- joindre dix articles originaux et signés, parus entre le 1<sup>er</sup> août 1988 et le 31 juillet 1990 (Les auteurs de courts articles peuvent présenter plus de dix articles sans dépasser 15 000 mots.)  
(*Ne sont pas admissibles les articles suivants :*
  - les traductions en français d'articles écrits en une autre langue;
  - les articles ayant plus d'un auteur;
  - les entrevues dont l'essentiel ne comprend que des questions et réponses.)
- expédier le dossier de candidature au Conseil de la langue française à l'attention de monsieur Robert L'Heureux, secrétaire.

***Toute présentation de candidature doit parvenir au Secrétaire du Conseil de la langue française avant le 30 septembre 1990.***

---

## CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Pour l'attribution du prix, le jury tient compte, notamment, des critères suivants :

- la correction de la langue
- la clarté, la précision et l'originalité du style
- la rigueur de l'exposé.

***Le jury se réserve le droit de ne pas accorder le prix s'il le juge à propos. Les dossiers sont traités confidentiellement.***

---